



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Novembre 2022

LA STRATÉGIE MULTISECTORIELLE TURQUE EN LIBYE

PORTE D'ENTRÉE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE ET EN AFRIQUE

Dr Sümbül Kaya

Chercheuse Turquie à l'IRSEM

ÉTUDE – n° 100



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



LA STRATÉGIE MULTISECTORIELLE TURQUE EN LIBYE

PORTE D'ENTRÉE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE
ET EN AFRIQUE

Dr Sümbül Kaya

Chercheuse Turquie à l'IRSEM

Pour citer cette étude

Sümbül Kaya, *La stratégie multisectorielle turque en Libye : Porte d'entrée en Méditerranée orientale et en Afrique*, Étude 100, IRSEM, novembre 2022.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-167766-1

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

99. *The Business Model of Content-Sharing Platforms and the Supply of Content Moderation: Implications for Combating Information Manipulations*
Olivier CHATAIN
98. *Comprendre le Moyen-Orient par la donnée – Technologies numériques et acquisition de la connaissance dans la région Afrique du Nord / Moyen-Orient*
COL Olivier PASSOT
97. *La Russie au Mali : une présence bicéphale*
Maxime AUDINET et Emmanuel DREYFUS
96. *La singularité du métier militaire : persistances et nouveautés – Pourquoi défendre un modèle de singularité ?*
Clément SORBETS
95. *L'armée, les Français et la crise sanitaire : une enquête inédite*
Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE
94. *L'extrémisme islamiste au nord du Mozambique : terrorisme et insécurité à Cabo Delgado*
Régio CONRADO
93. *La latence nucléaire du Japon : un levier diplomatique à double usage ?*
Timothée ALBESSARD
92. *Le régime milicien iranien en Irak – Les milices chiïtes pro-iraniennes à la conquête de l'État*
Arthur QUESNAY
91. *Facing a pandemic: African armies and the fight against COVID-19*
Anne-Laure MAHÉ and Nina WILÉN (eds)

ÉQUIPE

Directrice par intérim

Marjorie VANBAELINGHEM

Directrice scientifique

Julia GRIGNON

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2022 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique – Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Sümbül Kaya est chercheure Turquie à l'IRSEM. Avant de rejoindre l'Institut en septembre 2021, elle était pensionnaire scientifique et responsable du pôle des études contemporaines de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul (IFEA, CNRS). Docteure en science politique (Université Panthéon-Sorbonne-Paris I / CESSP), elle a soutenu en novembre 2013 une thèse intitulée « La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription en Turquie » sous la direction de Gilles Dorronsoro, qui a reçu le prix de thèse de la Fondation Mattei Dogan attribué par l'Association française de science politique (AFSP) dans la catégorie « États et nations dans un monde multipolaire » en 2015. Spécialiste de l'armée turque, elle a publié de nombreux articles sur le sujet, dont « De la politique à la guerre, le retour en grâce de l'armée turque après la tentative du coup d'État de juillet 2016 », *Annuaire français des relations internationales*, XXIII^e volume, juin 2022, p. 255-270.

Contact : sumbul.kaya@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	11	
INTRODUCTION	13	
I. LA PRÉSENCE TURQUE EN LIBYE		
REFLET DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE NOUVELLE DOCTRINE MILITAIRE : LA « PATRIE BLEUE » (MAVI VATAN).....		17
Le tournant libyen comme signe d'une militarisation de la politique étrangère turque	18	
La stratégie « Patrie bleue » - Mavi Vatan	22	
La coopération militaire et sécuritaire turco-libyenne	24	
La sous-traitance à des milices syriennes	27	
II. LE RENFORCEMENT DU RÔLE RÉGIONAL DE LA TURQUIE.....		29
Une normalisation des relations au Moyen-Orient	29	
L'échec d'une réelle normalisation des relations avec l'Égypte	32	
III. UNE PÉRENNISATION DE LA PRÉSENCE TURQUE, AU-DELÀ DE LA PRÉSENCE MILITAIRE		
LA LIBYE COMME PORTE D'ENTRÉE DE L'AFRIQUE ?.....		37
Pérenniser par les investissements économiques turcs.....	38	
Quels sont les acteurs économiques actifs sur le territoire libyen ?	40	
Tentatives d'implantation à l'Est et au Sud	45	
IV. LA TURQUIE MÉDIATRICE DU PROCESSUS DE PAIX OU INTERVENTIONNISTE ?		49
La politique d'Ankara plus pragmatique qu'idéologique ?	49	
Le partenariat SETA-BINA : projet d'un <i>state building</i> au service d'une économie prospère ?	55	
CONCLUSION	61	
ANNEXE	63	
BIBLIOGRAPHIE.....	65	

RÉSUMÉ

En proie à des crises permanentes depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, et avec sa situation sécuritaire et politique extrêmement fragile, la Libye devient un champ de luttes de pouvoir et d'influence de différents acteurs non seulement nationaux, mais aussi étrangers. La Turquie n'est pas en reste et adopte pour cela une stratégie d'investissements diversifiés, essentiellement dans les secteurs militaire, économique, politique, social et éducatif qui vise à faire d'Ankara, une fois le conflit réglé, un acteur dominant. Parallèlement à ses investissements, la Turquie possède une vision précise d'un projet de *state-building* au service d'une économie prospère qu'il convient de détailler. Quelles sont sur le terrain les modalités d'action de la Turquie dans sa quête d'hégémonie en Libye ? Comment se positionne-t-elle dans la recomposition des forces en Libye ?

► Mots-clés : Relations Turquie/Libye, stratégie multisectorielle, Afrique, militaire, enjeux politiques, investissements économiques

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AKP : Parti pour la justice et le développement – Adalet ve Kalkınma Partisi
CHP : Parti républicain du peuple – Cumhuriyet Halk Partisi
CNUDM : Convention des Nations unies sur le droit de la mer
DEVA Partisi : Parti pour le développement et le progrès – Demokrasi ve Atılım Partisi
DP ou Demokrat Parti : Parti démocrate
Gelecek Partisi : Parti du futur
GUN : Gouvernement d’union nationale libyen
HDP : Parti démocratique des peuples – Halkların Demokratik Partisi
IYI ou IYI Parti : Le Bon Parti – İyi Partisi
MHP : Parti du mouvement nationaliste – Milliyetçi Hareket Partisi
SP : Parti de la félicité – Saadet Partisi
TBMM : Grande Assemblée nationale de Turquie – Türkiye Büyük Millet Meclis

INTRODUCTION

Le 27 août 2022, de violents affrontements entre groupes armés ont éclaté à Tripoli en Libye¹. Ils sont le reflet de l’escalade des tensions entre les autorités de l’Est et de l’Ouest, respectivement incarnées par Fathi Bachagha, Premier ministre désigné en février 2022 par le Parlement de Tobrouk, et Abdulhamid Dbeibah, chef du Gouvernement d’union nationale (GNA), basé à Tripoli². Cette escalade de la violence entre la « Brigade 777 » affiliée à l’état-major libyen, connue pour sa proximité avec Fathi Bachagha, et l’Union de soutien à la stabilité, affiliée au Conseil présidentiel, s’est étendue aux quartiers centraux de la ville³. La stratégie du groupe armé représentant Fathi Bachagha – intégrant le général de division Osama al-Juwayli, limogé par le passé par Dbeibah – avait pour objectif d’encercler la capitale, mais cette tentative s’est soldée par un échec. Selon certains analystes, cela est lié au fait que « les commandants des unités affiliées à Bachagha ont tardé à organiser l’opération militaire et ont suivi une mauvaise stratégie militaire, ce qui les a empêchés de déployer correctement leurs forces⁴ ».

1. Je remercie Marion Sorant, assistante de recherche à l’IRSEM, pour son aide.

2. Pour rappel, le pays a traversé une deuxième guerre civile de 2014 jusqu’au cessez-le-feu d’août 2020. Des élections devaient être organisées le 24 décembre 2021, mais l’échec du processus électoral a conduit le pays à traverser une nouvelle crise politique et à une lutte de pouvoir. Le 5 février 2021, Abdulhamid Dbeibah est élu Premier ministre de transition contre Fathi Bachagha qui était aussi candidat. Par la suite, en février 2022, ce dernier est élu Premier ministre par le Parlement. Abdel Hamid Dbeibah, qui occupe alors la fonction, refuse cependant de quitter le pouvoir, estimant que son mandat court jusqu’en juin 2022 et qu’il ne transférera le pouvoir qu’à un exécutif élu. Bachagha reçoit le soutien de l’Armée nationale libyenne de Khalifa Haftar tandis que Dbeibah demeure reconnu par l’ONU.

3. Erkan Talu, « [Fethi Başağa hakkında yakalama kararı](#) » [Une décision d’arrestation de Fathi Başağa], *Haber7*, 29 août 2022.

4. İslam Özkan, « [Libya’da tepişen filler ve ezilen cimenler](#) » [En Libye la querelle des éléphants et les herbes piétinées], *Politikyo1*, 1^{er} septembre 2022.

Des médias turcs soutiennent que ces violences en Libye viseraient indirectement la Turquie :

selon certaines sources proches du Premier ministre Abdulhamid Dbeibah, les attaques émanant de Tobrouk détruisent la sécurité et la stabilité du pays, mais elles visent également la Turquie. En effet, il est considéré que si le projet Bachagha – Haftar avait réussi, cela aurait conduit à l'annulation de tous les accords avec la Turquie⁵.

De plus, toujours selon ces mêmes médias qui disent s'appuyer sur des sources de renseignement, il est également affirmé que la France serait à l'origine de cette manœuvre :

Il a été déclaré que la France est au centre et que l'objectif est de créer un terrain d'intervention étrangère en entraînant la Libye dans une nouvelle tourmente interne⁶.

Par ailleurs, selon d'autres sources, la Turquie ne serait pas extérieure à l'arrêt de ces combats puisque ce serait des Bayraktar TB2 qui auraient touché les forces d'Oussama Cüveyli qui avançaient vers la capitale pour Bachagha⁷. Pour quelles raisons la Turquie serait-elle visée en dehors de son territoire par ces affrontements ?

La question de la Libye est devenue une affaire de sécurité nationale pour la Turquie, notamment en raison de l'accord de zone économique exclusive du 27 novembre 2019 qui a été signé avec la Libye et qui est contesté par les pays signataires de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM),

5. Fetih Kökten, « [Trablus'taki çatışmada Fransa'nın parmağı mı var? Macron'un Cezayir ziyareti dikkat çekti](#) » [La France est-elle impliquée dans le conflit de Tripoli ? La visite de Macron en Algérie a attiré l'attention], *TGRT Haber*, 29 août 2022.

6. *Ibid.* Voir aussi « [Fransa Libya'yı karıştırıyor](#) » [La France sème le trouble en Libye], *Turkiyegazetesi*, 28 août 2022.

7. Le commandant Oussama Cüveyli aurait déclaré aux journalistes que « ses forces avaient été touchées par dix-huit missiles. Trois ou quatre véhicules militaires auraient été détruits » (Fehim Taştekin, « [Trablus savaşları, Bayraktarlar ve MİT karargâhında ayar](#) » [Guerres de Tripoli, les Bayraktar et le cadrage au siège du MIT], *Gazete duvar*, 5 septembre 2022).

car cette zone recouvre d'importantes réserves gazières, et cet accord compromet le projet de gazoduc signé entre Chypre, Israël et la Grèce. Selon Cihat Yayci, l'ancien amiral qui est aussi à l'origine de l'accord turco-libyen, cet accord serait vital pour la Turquie et permettrait « de rajouter une dimension juridique à sa politique en Méditerranée orientale » tout en rendant « invalides les limites de la zone économique exclusive revendiquées par l'administration chypriote grecque et la Grèce »⁸. Cette rhétorique de la protection des intérêts turcs en Libye est aussi reprise dans le mandat qui a été prolongé de 18 mois, le 21 juin 2022, par les parlements et qui autorise le déploiement de troupes turques en Libye :

La Turquie continue de soutenir fermement la protection de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité politique de la Libye, l'instauration d'un cessez-le-feu permanent dans le pays et les efforts nationaux de dialogue politique qui assureront la réconciliation nationale [...]. L'incertitude politique [...] qui est apparue après l'échec de la tenue des élections prévues le 24 décembre 2021 en Libye met en péril le calme établi sur le terrain [...] et constitue un sérieux obstacle à la réalisation d'une stabilité permanente. [...] Les risques et les menaces émanant de la Libye pour toute la région, y compris la Turquie, se poursuivent, ajoutant que si les attaques contre le gouvernement légitime de la Libye reprennent, les intérêts de la Turquie à la fois dans le bassin méditerranéen et en Afrique du Nord seraient affectés.

En proie à des crises politiques permanentes depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, et avec sa situation sécuritaire et politique extrêmement fragile, la Libye devient un champ de luttes de pouvoir et d'influence entre différents acteurs nationaux, mais aussi étrangers (Égypte, France, pays du Golfe, Russie, Angleterre et Turquie). Dans cette configuration, la Turquie essaie de devenir un acteur dominant en augmentant de plus en plus ses marges de manœuvre dans les différents secteurs de la société libyenne. Quels sont les ressorts de la domination que la Turquie souhaite mettre en place en Libye ? Quelles sont les

8. Erkan Talu, « [Fethi Başağa hakkında yakalama kararı](#) » [Une décision d'arrestation de Fethi Başağa], *op. cit.*

modalités d'action de la Turquie dans sa quête d'hégémonie ? Comment se positionne-t-elle dans la recomposition actuelle des forces en Libye ? Nous montrerons qu'elle mène une stratégie multisectorielle de domination sur la scène libyenne en investissant essentiellement les secteurs militaire, économique, politique et religieux, mais elle voudrait renforcer de plus en plus son *soft power* dans les secteurs social et éducatif. Parallèlement, elle soutient activement un vaste programme relatif à la façon de concevoir un *state-building* au service d'une économie prospère en Libye. Nous entendons par stratégie multisectorielle de la Turquie la mobilisation de différents secteurs de la société libyenne. En effet, l'étude de l'investissement du secteur de la sécurité (militaire) ou économique ne permet pas, à elle seule, de comprendre la conception turque de la puissance⁹. Cette dernière se caractérise par une mobilisation globale de l'ensemble des ressources, y compris le pouvoir d'influence idéologique et culturel dont elle dispose ou qu'elle contrôle avec l'intervention d'acteurs privés qui sont des sous-traitants (entreprises, think-tanks).

9. Sur les critiques du concept de puissance, voir Guillaume Devin, « II. La définition de la puissance », dans Guillaume Devin (dir.), *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, « Repères », 2018, p. 29-36.

I. LA PRÉSENCE TURQUE EN LIBYE

REFLET DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE NOUVELLE DOCTRINE MILITAIRE : LA « PATRIE BLEUE » (MAVI VATAN).

Depuis le 15 juillet 2016, les Forces armées turques sont mises sur le devant de la scène dans des théâtres d'intervention anciens comme en Irak, et nouveaux comme en Syrie et en Libye. Toutes ces opérations à l'étranger nous montrent qu'après la valorisation d'un discours sur le *soft power* turc durant les années où Ahmet Davutoğlu était influent sur la politique étrangère turque, les instruments du *hard power* constituent désormais des outils centraux de la stratégie d'Ankara, ce qui participe en interne à la revalorisation de l'institution militaire qui avait perdu de sa légitimité après la tentative du coup d'État de juillet 2016¹. Ces opérations sont également le signe que l'importance croissante de l'instrument militaire en politique étrangère constitue pour Ankara un moyen de s'imposer comme un acteur incontournable au Moyen-Orient, en Méditerranée et en Afrique, et de signifier aux autres puissances régionales et internationales qu'elle est prête à employer la violence dans un contexte de hausse des tensions géopolitiques. Nous verrons que depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016, on observe une militarisation de la politique étrangère de la Turquie qui s'appuie aussi sur la doctrine de la « Patrie bleue » (Mavi Vatan) et un engagement de plus en plus important sur les opérations qu'elle mène individuellement sur la scène internationale en dehors du parapluie de l'OTAN pour renforcer sa stratégie de défense qui sécurise ses intérêts économiques et politiques.

1. Sümül Kaya, « De la politique à la guerre, le retour en grâce de l'armée turque après la tentative du coup d'État de juillet 2016 », *Annuaire français des relations internationales*, XXIII^e vol., juin 2022, p. 255-270.

LE TOURNANT LIBYEN COMME SIGNE D'UNE MILITARISATION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE TURQUE

La présence militaire turque en Libye illustre en effet le développement d'une stratégie régionale plus offensive de la part d'Ankara, dans laquelle l'armée occupe désormais un rôle central. La Turquie a signé, en novembre 2019, un accord de coopération militaire et de sécurité, ainsi qu'un protocole d'accord sur la délimitation des zones de juridiction maritime avec le Gouvernement d'union nationale libyen (GUN) de Fayez El-Sarraj. Les objectifs stratégiques de la présence turque en Libye sont multiples pour le président Recep Tayyip Erdoğan : accès aux ressources énergétiques d'hydrocarbures, défense des intérêts économiques dans le pays, notamment dans le secteur de la construction, extension de son influence en Méditerranée orientale en vue de défendre ses ambitions énergétiques en réaction à l'accord Eastmed conclu entre la Grèce, Chypre et Israël, et enfin, soutien idéologique au gouvernement de Tripoli proche des Frères musulmans alors que le mouvement a perdu beaucoup de son influence en Tunisie et a été massivement réprimé en Égypte.

L'intervention militaire turque en Libye en 2020, qui découle de cet accord turco-libyen, constitue un tournant dans la transformation de la nature des opérations que la Turquie mène en dehors de son territoire². Il est indispensable de l'analyser pour comprendre la transformation de la stratégie de défense turque. Pour rappel, les forces navales et terrestres turques ont soutenu le gouvernement d'accord national, qui a réussi à repousser l'attaque de l'armée nationale libyenne dirigée par Khalifa Haftar grâce à une défense aérienne avancée, dotée de drones armés, et a ciblé les lignes d'approvisionnement de ce dernier qui était soutenu par des puissances importantes telles que la Russie, la

2. En effet, jusqu'en 2015 la Turquie ne s'engage unilatéralement dans aucune opération militaire transfrontalière (excepté à Chypre en 1974 et en Irak contre les bases du PKK depuis 1990 avec des bases militaires permanentes depuis 1980), à l'exception des opérations de paix au sein des forces des Nations unies ou dans le cadre de l'OTAN.

France, l'Égypte, les Émirats arabes unis (EAU) et l'Arabie saoudite. Pour la Turquie, être aux côtés de Mustafa Fayez al-Sarraj contre Haftar, c'est également préserver l'accord sur la délimitation des zones de juridiction maritime conclu avec la Libye et de peser sur la lutte pour le partage des hydrocarbures dans la région.

Cette intervention militaire à l'extérieur de ses frontières ne fait pas consensus dans la société turque et au sein des organisations partisans. Le 4 janvier 2020, la résolution (Tezkere) pour l'envoi des troupes en Libye a fait l'objet d'un vote au Parlement ; elle a été adoptée avec 325 voix rassemblant celles du Parti de la justice et du développement (AKP) et de l'extrême droite (MHP). L'opposition (CHP, IYI parti, Saadet parti et HDP) avec 184 voix a voté contre. Les objectifs de la résolution libyenne annoncés étaient les suivants : « prendre des mesures contre toutes sortes de menaces contre les intérêts nationaux, éliminer les attaques de groupes illégitimes en Libye contre les intérêts de la Turquie, prendre des mesures contre des risques tels que la migration massive et veiller à ce que l'aide humanitaire parvienne au peuple libyen ». La prolongation de la présence turque pour 18 mois supplémentaires a également été votée au Parlement le 2 juillet 2022, et le oui l'a emporté avec les voix de l'AKP, du MHP et du IYI parti. Les partis de l'opposition (CHP, Saadet parti et HDP) ont voté contre. Ce qui justifie cette fois le maintien de la présence turque et l'échec du processus électoral et l'incertitude politique :

L'incertitude politique et le problème de gestion qui sont apparus après l'échec de la tenue des élections prévues le 24 décembre 2021 en Libye compromettent le calme établi sur le terrain au prix de grands sacrifices et constituent un sérieux obstacle à la réalisation d'une stabilité permanente. Cette situation est préoccupante pour la sécurité de la Libye et de toute la région [...] Au stade actuel, il n'a pas été possible de conclure le processus de cessez-le-feu permanent et de dialogue politique en Libye, et d'unifier toutes les institutions, en particulier les institutions militaires et de sécurité. Il est important d'empêcher la reprise des conflits afin de conclure les négociations militaires et politiques menées sous l'égide de l'ONU. Dans ce cadre, les risques et les

menaces émanant du pays pour toute la région, y compris la Turquie continuent. Si les attaques contre le gouvernement légitime reprennent, les intérêts de la Turquie à la fois dans le bassin méditerranéen et en Afrique du Nord seront affectés³.

Ainsi, par le biais de cette résolution, la Turquie pourra poursuivre différentes activités sécuritaires et militaires en Libye et :

- prendre toutes les mesures nécessaires dans le cadre du droit international contre toutes sortes de menaces et de risques pour la sécurité des intérêts nationaux de la Turquie ;
- prévenir les attaques qui pourraient être dirigées contre les intérêts de la Turquie en Libye par des groupes armés illégitimes et des organisations terroristes en Libye ;
- contrôler la migration massive ;
- assurer le maintien de notre sécurité nationale contre d'autres risques éventuels ;
- acheminer l'aide humanitaire dont le peuple libyen a besoin, pour poursuivre le soutien demandé par le gouvernement libyen de consensus national à l'époque et que le gouvernement d'unité nationale a déclaré nécessaire par la suite ;
- envoyer les forces armées dans des pays étrangers pour effectuer des opérations et des interventions en dehors des frontières de la Turquie⁴.

Il revient donc au président de la République de déterminer la manière d'utiliser ces forces. Les dispositions étant relativement vagues, tout événement en Libye peut être considéré comme une menace à la sécurité nationale de la Turquie. Le président Recep Tayyip Erdoğan précisait que « différentes équipes » seraient envoyées en Libye et par la suite que « l'armée ne servirait pas en Libye comme une force de combat, mais assurerait la coordination des différentes forces de combat qui ne sont pas des soldats des Forces armées turques. La nature des « différentes équipes » mentionnées par la présidence a agité le débat parlementaire et

3. « Proposition d'approbation du protocole d'accord de Sécurité et coopération militaire entre le Gouvernement d'entente nationale libyen et le gouvernement de la République de Turquie du député du Tekirdag Mustafa Şentop et rapport de la Commission des affaires étrangères, Site de l'assemblée générale de Turquie », <https://www5.tbmm.gov.tr/sirasayi/donem27/yil01/ss155.pdf>.

4. *Ibid.*

médiatique en Turquie. Dans une interview diffusée sur CNN Türk, le président Erdoğan a déclaré à propos de la mission de l'armée turque en Libye : « Il y aura un centre d'opérations, et nous aurons un lieutenant général dans ce centre d'opérations. Ils géreront ce processus là-bas progressivement. » Il précise aussi que « le but de la présence éventuelle d'éléments en Libye n'est pas de combattre ou de faire la guerre. Il s'agit d'empêcher les événements qui pourraient conduire à des tragédies humanitaires et déstabiliseraient la région en soutenant le gouvernement. En fait, il s'agit de préparer la constitution le plus tôt possible⁵ ».

La multiplication des opérations turques à l'étranger pourrait néanmoins devenir une source de tension au sein de l'armée, et dans la société turque en général, cela au-delà de la question de leur succès, puisqu'elles interviennent hors du territoire national, là où l'intégrité territoriale n'est pas directement menacée. Le député d'Istanbul du Parti républicain du peuple et porte-parole de la Commission des affaires étrangères du CHP, Ünal Çeviköz, s'est exprimé au nom du groupe CHP sur cette résolution à l'Assemblée générale de la Grande Assemblée nationale de Turquie en relevant les différences avec le passé :

Pourquoi sommes-nous en Libye aujourd'hui ? Face à la question « Atatürk n'est-il pas allé en Libye aussi ? » Il y a une réponse très claire pour ceux qui disent : Mustafa Kemal était là pour défendre la patrie, préparer le peuple libyen à résister à l'occupation et lui donner la victoire à Tobrouk, c'est la différence avec aujourd'hui⁶.

Le CHP considère même le fait d'envoyer des troupes turques à l'étranger comme anticonstitutionnel sur la base de l'article 92

5. « İlk Türk askeri birlikleri Libya'ya ulaştı! TSK, radar ve hava savunma sistemi de gönderdi » [Les premières troupes turques ont atteint la Libye ! TAF a également envoyé un radar et un système de défense aérienne], *Son Dakika.com*, 8 janvier 2020.

6. Communiqué de presse, « CHP'nin dışişleri komisyon sözcüsü Çeviköz, Libya tezkeresi üzerine CHP grubu adına konuştu » [Le président de la commission des étrangères du CHP, Çeviköz, s'exprime au nom du groupe CHP sur la décision en Libye], sur le site du Parti républicain du peuple.

puisque cet envoi des troupes doit être conforme au droit international qui doit le juger légitime. Ainsi selon le CHP, cette « Cette résolution viole les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ».

Mesdames et Messieurs les Députés, regardez, les mesures prises par le gouvernement concernant cette résolution ajoutent de nouveaux liens à la perte de réputation de notre pays. Des politiques aventureuses jettent notre pays à la table des loups et nous confrontent à des pratiques illégales. Malheureusement, nous en avons vu le dernier exemple en date dans la fouille illégale d'un porte-conteneurs. Il n'est pas vraiment possible de comprendre la perception du risque du gouvernement. Il n'a pas la capacité à éliminer les risques pour notre pays, de créer des problèmes là où il n'y a pas de problèmes. Dans chaque déclaration que nous avons faite sur la Libye, nous avons mis en garde : « Ne soutenez pas et ne prenez pas parti pour l'une des parties au conflit en Libye. Respectez la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye, ne vous mêlez pas des affaires intérieures du pays »⁷.

L'objectif du président de la République d'imposer la Turquie comme un acteur influent au Moyen-Orient et en Méditerranée est certes partagé par les nouvelles autorités militaires, mais l'aventurisme d'une telle politique fait débat dans la société turque. Quelle est alors la stratégie de l'AKP ?

LA STRATÉGIE « PATRIE BLEUE » - MAVI VATAN

La présence turque en Libye représente la mise en œuvre d'une nouvelle doctrine militaire : la « Patrie bleue » (Mavi Vatan). Cette doctrine est fondée sur trois principes : la militarisation de la politique étrangère (le recours à l'armée), la défense de la Turquie à distance, notamment par le biais du contrôle de ses frontières maritimes en mer Noire, en mer Égée et en Méditerranée orientale, et la mise en place d'industries de la défense pour appliquer cette stratégie. Cette stratégie a encouragé la Turquie à faire de grands pas pour développer son industrie navale, effectuer des manœuvres militaires dans ses

7. *Ibid.*

eaux territoriales, déployer ses forces militaires en Méditerranée orientale et signer un accord de délimitation maritime avec la partie libyenne.

Cette thèse n'est pas nouvelle puisqu'elle a été conceptualisée par l'amiral Cem Gürdeniz en 2006, notamment en vue de légitimer certaines options de politique étrangère faisant sortir la ligne stratégique turque du *statu quo* post-Lausanne. Mais les idées de Cem Gürdeniz étaient restées dans l'ombre tant la doctrine d'Ahmet Davutoğlu sur la profondeur stratégique (*Stratejik Derinlik*) et le zéro problème avec les voisins était au cœur de la politique turque des années 2000. Proche des milieux souverainistes (*ulusalci*), Cem Gürdeniz a été incarcéré dans le cadre de l'affaire « Balyoz » (marteau de forge)⁸ de 2010, mais il a continué à écrire depuis la cellule de sa prison. Ce concept s'est vulgarisé et a orienté la politique étrangère et de défense du président Recep Tayyip Erdoğan dans un contexte politique, où pour refonder sa légitimité, le parti au pouvoir s'est allié à l'extrême droite nationaliste et au mouvement souverainiste.

Cette alliance dans le champ politique correspond aussi à une évolution des rapports de force entre tendances au sein de l'institution militaire. Bien que les différentes écoles de pensée au sein de l'institution (atlantistes, nationalistes, souverainistes, eurasianistes, etc.) ne soient pas figées et qu'il existe des circulations des unes aux autres, nous pouvons formuler l'hypothèse que l'alliance existant dans le champ politique entre milieux conservateurs, nationalistes et souverainistes se retrouve au sein de l'armée. L'antiaméricanisme alimenté par le soutien de Washington au PKK en Syrie et la présence du prédicateur Fethullah Gülen sur le sol américain, la critique de la politique des puissances européennes, la volonté d'affranchir la Turquie d'un système d'alliance unique en vue de multiplier les partenariats avec les autres puissances internationales telles que la Russie représentent

8. Révélée en 2010, l'affaire « Balyoz » (marteau de forge) a mis en cause uniquement des militaires, dont l'appareil judiciaire a affirmé qu'ils projetaient des attentats dans le but de faire basculer le pays dans le chaos et de justifier ainsi une intervention de l'armée. Ils ont tous été acquittés par la suite car les procureurs et juges en charge de ces affaires seraient liés à la mouvance Gülen.

autant d'éléments d'un socle commun entre ces différentes tendances, et dans lesquelles eurasianistes et kémalistes peuvent aussi se rejoindre. Cependant, bien que ces éléments doctrinaires participent à expliquer le développement de l'outil militaire dans la politique étrangère turque, ils ne doivent pas faire oublier le maintien d'autres logiques, notamment politiques, pour expliquer l'évolution des configurations internes à l'institution. Ainsi, la démission de l'amiral Cihat Yaycı à la suite de sa mutation à l'état-major par Recep Tayyip Erdoğan en mai 2020 sans même attendre la prochaine session du YAŞ a suscité de nombreuses interrogations. Cette exclusion arrive au moment où l'armée turque est impliquée dans les opérations en Libye, et alors que Cihat Yaycı, chef d'état-major de la marine, était lui-même l'un des architectes de l'accord maritime turco-libyen de décembre 2019. S'il est possible que cette mise au placard ait été ordonnée en vue de limiter le poids des souverainistes dans le processus de décision, elle pourrait aussi avoir été motivée en vue de freiner l'ascension médiatique d'un officier qui commençait à faire de l'ombre au ministre de la Défense lui-même. Ce départ ne remet cependant pas en question la nouvelle stratégie régionale adoptée par Ankara, et conforte l'hypothèse que la tendance à la militarisation de la politique étrangère turque se maintienne à l'avenir. Par ailleurs, si Recep Tayyip Erdoğan reste au pouvoir lors des élections de juin 2023, cette tendance se consolidera.

LA COOPÉRATION MILITAIRE ET SÉCURITAIRE TURCO-LIBYENNE

Les coopérations militaires entre la Libye et la Turquie sont anciennes. Dès 2014, la presse turque rapporte que des soldats libyens sont formés en Turquie pendant 14 semaines au centre de formation et d'exercice de sécurité intérieure d'Isparta. L'accord de coopération militaire et de sécurité, signé en novembre 2019, permet à la Turquie de ne pas se présenter comme une force étrangère en Libye mais comme « une puissance de stabilisation », pour reprendre les mots du porte-parole présidentiel İbrahim Kalın à l'issue de la conférence internationale sur la Libye, tenue à Paris

le 12 novembre 2021, « nos alliés soulèvent cette question comme si le vrai problème en Libye était la présence turque. Mais ce n'est pas le cas. Nous, en tant que force stabilisatrice, sommes là pour aider le peuple libyen. Avec l'accord entre les deux pays, nous n'acceptons jamais que nos soldats là-bas soient mis au même niveau que les autres mercenaires⁹ ». Quant au porte-parole du parti de l'AKP, Ömer Ceilk, il qualifie la présence militaire d'aide et précise que les forces armées turques étaient là à la demande du gouvernement légitime pour s'entraîner¹⁰. Par ailleurs, Mesut Casin, conseiller du président Recep Tayyip Erdoğan, souligne que « la Turquie ne voulait pas d'influence militaire en Libye, nous n'en avons pas besoin¹¹ ». Si l'armée turque est intervenue militairement pour repousser l'attaque de l'armée nationale libyenne dirigée par Khalifa Haftar, comment se poursuit son rôle depuis le cessez-le-feu d'août 2020 ?

C'est surtout au niveau de la formation militaire que l'armée turque est active sur le terrain. Selon l'accord de coopération militaire et de sécurité de 2019 et certaines précisions données par le ministre des Affaires étrangères, l'armée turque a trois missions en Libye : des activités de formation, d'aide et de conseil militaires conformément aux accords signés entre les deux pays. Les deux pays ont signé également, le 17 août 2020, un accord pour la formation militaire qui comprend : « les exercices militaires conjoints, l'industrie de la sécurité et de la défense, la lutte contre le terrorisme, la migration illégale, la sécurité des frontières terrestres, maritimes et aériennes, le narcoterrorisme, la lutte contre la contrebande, les opérations sur les explosifs improvisés et les catastrophes naturelles, la conduite d'opérations conjointes ainsi que la restructuration organisationnelle des forces de défense et de sécurité ». Il existe peu d'informations publiques

9. « [Türkiye, Libya'ya yeni bir grup Suriyeli 'paralı asker' gönderdi](#) » [La Turquie envoie un nouveau groupe de « mercenaires » syriens en Libye], *Asharq al-Awsat*, 20 novembre 2021.

10. *Ibid.*

11. Dorian Jones, « [Türkiye Libya'daki Askeri Varlığı Nedeniyle Baskı Altında](#) » [La Turquie sous pression en raison de sa présence militaire en Libye], *Amerikaninsesi*, 25 mai 2021.

sur cette coopération. Un scandale a été révélé dans les médias, 56 sergents experts affectés au commandement du groupe de travail libyen des forces armées turques (TSK) ont déposé une plainte collective auprès de la présidence des communications (CIMER). Les soldats, qui ont déclaré que leurs commandants les harcelaient psychologiquement et physiquement, ont affirmé qu'ils ramassaient même les ordures des soldats libyens. Les militaires, contre lesquels une enquête disciplinaire a été ouverte, ont été démis de leurs fonctions. Les soldats qui sont retournés en Turquie ont ensuite été expulsés des forces armées turques. Une information judiciaire¹² a également été ouverte à leur rencontre¹³. À la suite d'une enquête administrative, les militaires étaient accusés « d'avoir utilisé le même texte de manière coordonnée et coopérative, d'avoir porté plainte auprès du CIMER, d'avoir affiché des attitudes et des comportements visant à intimider leurs supérieurs hiérarchiques, à troubler la discipline dans l'unité et à empêcher la formation d'une atmosphère militaire ».

L'un des objectifs en termes de coopération est la formation. La formation du commandement des forces navales libyennes semble la plus poussée. Ainsi, depuis le 25 août 2020, les forces armées libyennes et turques coopèrent dans la ville de Hums au sein du Hums Joint Naval Training Command. Selon les chiffres officiels, donnés par le colonel Yetkin Koçaş, responsable du commandement du groupe de mission en Libye, en deux ans, « plus de 900 soldats libyens auraient reçu une formation dans 38 domaines ». Selon lui, le devoir principal du commandement du centre d'entraînement naval conjoint Hums est de contribuer à la formation du commandement des forces navales libyennes « selon des normes modernes, efficaces, professionnelles et internationales en Libye ». Par exemple, en juin 2022, le personnel du

12. En revanche, une information judiciaire a été ouverte contre les militaires pour infraction au Code pénal militaire, sur autorisation du ministère de la Défense nationale. Les soldats accusés d'avoir déposé une plainte conjointe feront l'objet d'une enquête passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans.

13. En Libye, « [Libya'da görevli 56 asker TSK'dan ihrac edildi](#) » [56 militaires de l'armée turque ont été limogés], *DW*, 14 décembre 2021.

bateau d'assaut libyen Dawn, qui s'est rendu en Turquie pour participer à l'exercice de tir réel interarmées combiné Efes-2022, a été formé par la marine turque.

Depuis le 30 septembre 2020, l'armée de terre turque est également mobilisée en Libye dans le cadre de ces formations. Elle participe aux formations au commandement du Centre d'entraînement terrestre conjoint, situé à l'est de la capitale libyenne, Tripoli. Dans ce cadre, une « formation aux opérations en zone urbaine » a été dispensée aux forces armées libyennes¹⁴. Le lieutenant Cüneyt Karabacak, qui est en service au Centre d'entraînement terrestre conjoint, a déclaré que de nombreuses activités de formation sont menées dans le centre, notamment le service militaire de base, le combat de base, la zone urbaine, l'alpinisme, les premiers secours, la formation de base commando et la formation en langue turque¹⁵. Par ailleurs, les forces armées des deux pays ont organisé conjointement un exercice d'opération en zone résidentielle dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Comme on vient de le constater, la coopération militaire officielle est limitée à la formation. Une vision plus large que ce qui se fait actuellement est le seul moyen pour la Turquie de renforcer son pouvoir en Libye. Existe-t-il des activités militaires moins visibles, voire secrètes ?

LA SOUS-TRAITANCE À DES MILICES SYRIENNES

Tripoli a été morcelée entre les mains de centaines de milices. Selon certaines sources, la Turquie maintiendrait environ 8 000 Syriens armés sur le terrain. Il semblerait ainsi qu'en plus des milliers de combattants issus de la rébellion syrienne envoyés dans le pays, des équipes de la société de sécurité privée SADAT (Uluslararası Savunma Danışmanlık Şirketi) aient aussi été déployées en vue de participer à leur encadrement – bien que cette information ait été démentie par le fondateur de la société,

14. « [Libya'da Mehmetçik'ten ilk iftar](#) » [Le premier repas de rupture du jeûne en Libye], *TGRT Haber*, 3 avril 2022.

15. *Ibid.*

un ancien militaire, Adnan Tanrıverdi. En effet, s'il admet la présence de sa société en Libye, il ne reconnaît pas avoir joué un rôle dans le recrutement et l'acheminement des milices syriennes :

La société SADAT était en Libye afin de déterminer les besoins des forces armées libyennes sur place et de voir les possibilités de fournir des services de conseil, de formation et d'équipement. À la suite des négociations, un projet relatif à la conception et à la construction des installations sportives. De plus, il faut aussi souligner qu'Adnan Tanrıverdi a démissionné de ses fonctions de conseiller du président et de membre du Conseil de la sécurité et de la politique étrangère (Güvenlik ve Dış Politika Kurulu), le 8 janvier 2020, à la suite des nombreuses critiques concernant ses déclarations lors d'une conférence où fut évoquée la perspective d'une « union islamique avec le retour du Mahdi sur terre ».

Cette déclaration a été interprétée comme un appel au retour de Fethullah Gülen. Ce départ met ainsi en évidence les limites de l'influence dont a pu se targuer le fondateur de SADAT, et symbolise le fait que la revalorisation de l'armée se conjugue avec une réinstitutionnalisation du processus de décision au détriment d'acteurs non officiels.

Le fait de transférer des miliciens d'un théâtre d'opération à un autre (de Syrie en Libye) constitue une innovation à souligner, d'autant que cela répond aussi à des objectifs d'ordre politique. En effet, ces pratiques permettent au président de la République et à son parti de sous-traiter aussi les pertes éventuelles à des acteurs qui ne sont pas des militaires turcs, et d'atténuer les coûts politiques collatéraux de décès de soldats alors que l'intervention turque en Libye, qui n'est pas justifiée par la guerre contre le PKK, n'est pas populaire auprès de la population. Par ailleurs, il est possible de formuler l'hypothèse selon laquelle une partie du commandement militaire puisse s'opposer à ces opérations en cas de pertes de soldats trop importantes. Ainsi, la sous-traitance partielle des opérations militaires à des acteurs miliciens et privés pourrait devenir, avec l'intensification de l'usage du drone (permettant aussi de limiter les coûts politiques de ce type d'intervention), l'un des nouveaux leviers pour multiplier la présence turque hors de son environnement régional immédiat.

II. LE RENFORCEMENT DU RÔLE RÉGIONAL DE LA TURQUIE

Après l'isolement post-2011, la Turquie cherche à s'imposer comme puissance régionale, dans un contexte de contre-révolution/restauration des pouvoirs autoritaires. Ce retour en force de la Turquie et de sa diplomatie doit être mis en perspective avec une accélération du processus de normalisation des relations à l'échelle du Moyen-Orient. Ces derniers mois, un véritable ballet diplomatique s'est mis en place entre Ankara et les capitales du Golfe. La Turquie vient parachever une normalisation de ses relations au niveau régional, avec l'Arabie saoudite, les EAU et Israël, et un rapprochement, encore timide, avec l'Égypte. Toutefois, la normalisation des relations au Moyen-Orient à l'œuvre demeure limitée au pilier économique au détriment du pilier politique.

UNE NORMALISATION DES RELATIONS AU MOYEN-ORIENT

Les relations avec les EAU avaient été rompues en 2016, la Turquie accusant les Émirats d'avoir soutenu et financé la tentative de coup d'État de juillet. Pour la première fois en quinze ans, le 30 mai 2022, le ministre de la Défense nationale Hulusi Akar et son homologue Mohammed Ahmad Al Bowardi se sont rencontrés pour échanger sur des questions bilatérales et régionales, et plus particulièrement sur la coopération en matière de formation militaire et d'industrie de la défense. Abdullah bin Zayed Al Nahyan, ministre émirati des Affaires étrangères, rappelle qu'il existe pour son pays un intérêt d'investir en Turquie au niveau des ports, des chemins de fer et l'énergie solaire. C'est aussi la normalisation des relations économiques qui prédomine avec l'Arabie saoudite à laquelle la Turquie a, en mars 2022, transféré le dossier concernant le journaliste saoudien Jamal Khashoggi, exécuté et dépecé dans les locaux du consulat saoudien à Istanbul, le 2 octobre 2018. Le dessaisissement de la justice

et l'arrêt des poursuites judiciaires a mis fin au gel des relations entre les deux pays, et surtout au boycott saoudien des produits turcs depuis septembre 2020, un boycott officieux mais qui avait abouti à une diminution notable des exportations turques. Selon les données de l'Institut turc des statistiques (TUIK), en 2020, « les exportations de la Turquie vers l'Arabie saoudite ont considérablement diminué par rapport à 2019, passant de 2,505 milliards à 1,79 milliard de dollars¹ ». Les rapprochements avec l'Arabie et l'Égypte se sont accompagnés de gestes de la part de la Turquie, notamment une restriction des médias des Frères musulmans émettant depuis la Turquie. Les chaînes de télévision Mekameleen et Al-Sharq, liées à la confrérie considérée comme « organisation terroriste » par ces deux États, ont été contraintes de réduire leurs critiques à l'égard du gouvernement égyptien. Très récemment, en avril 2022, la chaîne de télévision Mekameleen a annoncé le déménagement de ses studios dans un autre pays, ce qui a coïncidé avec la visite du président Recep Tayyip Erdoğan en Arabie saoudite.

Il en va de même de la progressive reprise des relations avec Israël qui, depuis 2010 et l'affaire du *Mavi Marmara*, étaient quasiment inexistantes et se limitaient à des exercices militaires communs jusqu'à 2013 et des échanges de renseignements dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Certes, le processus de normalisation des relations avait commencé en 2021, mais la guerre en Ukraine a conduit à une accélération des contacts diplomatiques entre le président Erdoğan et le président israélien Isaac Herzog. En outre, la visite du président Herzog à Ankara en mars 2022 a été un pas de plus franchi dans le rapprochement entre les deux pays. La guerre en Ukraine est venue rappeler l'importance de la diversification des sources d'approvisionnement énergétique, Israël étant au centre de la concurrence énergétique en Méditerranée orientale. C'est ainsi que la Turquie en se rapprochant d'Israël souhaite également défendre ses propres

1. « [Türkiye-Suudi Arabistan ticari ilişkilerinde beklenen ivme yakalana-bilecek mi?](#) » [L'élân escompté sera-t-il atteint dans les relations commerciales entre la Turquie et l'Arabie saoudite ?], *Cumhuriyet*, 20 mai 2022.

ambitions énergétiques en Méditerranée orientale et contrer l'influence de la Grèce et de la République de Chypre. Rappelons que, dans le passé, la Turquie avait été exclue de l'accord Eastmed conclu entre la Grèce, Chypre et Israël en vue de construire un gazoduc sous-marin, long de 2 200 km. Devant le refus de l'administration de Biden de participer au financement de ce projet, la faisabilité de celui-ci est remise en cause. C'est pourquoi Recep Tayyip Erdoğan espère d'Israël un nouveau projet de pipeline qui transiterait cette fois par la Turquie pour permettre l'acheminement du gaz israélien vers l'Europe.

Ainsi, l'ouverture de négociations avec Israël dans le domaine de l'énergie fait partie des objectifs d'Ankara. Mais, à ce jour, le pilier politique de la normalisation avec la nomination d'un ambassadeur n'est toujours pas franchi. De plus, Israël ne souhaite pas perturber la coopération énergétique internationale qu'il a établie avec la Grèce, la République de Chypre et l'Égypte au cours des dix dernières années en Méditerranée orientale. Par ailleurs, l'annonce d'une reprise des activités d'exploration et de forage en Méditerranée orientale par certaines sociétés internationales telles que Eni, BP, Chevron, risque de recréer de nouvelles tensions en Méditerranée orientale et affaiblir cette normalisation des relations entre la Turquie et Israël. Le pilier politique de la normalisation sera également une étape difficile à franchir entre les deux pays tant la question palestinienne les oppose même si les deux pays ont pu dans le passé coopérer au-delà des divergences. Le 29 mai 2022, le ministre des Affaires étrangères turc déclarait que « Le raid sur la mosquée Al-Aqsa par le parlementaire israélien Itamar Ben-Gvir et des groupes juifs fanatiques sous la protection de la police israélienne est une violation claire du *statu quo*, ce qui montre que la Turquie négocie avec Israël, mais ne restera pas silencieuse pour atteindre ses objectifs² ». De son côté, Israël reproche au président Recep Tayyip Erdoğan de soutenir et d'héberger les militants du Hamas qu'il considère

2. « [Türkiye'den İsrail'e tepki: Statükonun açık bir ihlalidir](#) » [La réaction de la Turquie face à Israël : c'est une violation flagrante du *statu quo*], *Star*, 29 mai 2022.

comme « une organisation terroriste ». Certains dirigeants du Hamas devaient quitter la Turquie, mais cette question est une source de tension pour Israël. La Turquie ne changera pas sa position sur la question palestinienne et ne semble pas prête à limiter les activités des dirigeants du Hamas dans le pays³. C'est pourquoi Israël souhaite s'engager avec la Turquie spécifiquement dans des domaines qui nécessitent le moins d'engagements politiques tels que les énergies renouvelables, la gestion de l'eau et les technologies de l'information, des projets de coopération qui augmenteront le volume des échanges⁴.

Malgré ces évolutions, la normalisation des relations au Moyen-Orient demeure fragile tant de nombreux et profonds différends politiques persistent entre, d'une part, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte et, d'autre part, la Turquie sur des dossiers sensibles comme en Libye, en Syrie ou en Méditerranée orientale.

L'ÉCHEC D'UNE RÉELLE NORMALISATION DES RELATIONS AVEC L'ÉGYPTE

Avec l'Égypte, le rapprochement bute sur le dossier libyen. La présence turque en Libye est perçue par les autorités égyptiennes comme une menace à la sécurité de l'Égypte. L'engagement égyptien dans la crise libyenne semble motivé par deux principaux facteurs. Dans un premier temps, la protection des frontières paraît un impératif face aux groupes armés et à la contrebande. Ensuite, la présence militaire turque, en tant qu'élément d'un grand projet régional turc, est perçue comme une menace directe à la stabilité de l'Égypte.

En effet, pour assurer la défense de ses frontières, l'Égypte doit intervenir dès 2011 en Libye, afin de rapatrier les milliers

3. Ahmad Abu Amer, « [Türkiye-İsrail yakınlaşması Hamas'ı korkutuyor](#) » [Le rapprochement Turquie-Israël fait peur au Hamas], *Al-Monitor*, 15 mars 2022.

4. Murat Yeşiltaş, « [NATO'nun Genişlemesi ve Türkiye](#) » [L'élargissement de l'OTAN et la Turquie], *Sabah*, 28 mai 2022.

de travailleurs égyptiens présents dans le pays⁵. L'Égypte met alors en place différentes mesures pour renforcer la sécurité à sa frontière ouest, afin d'éviter des attaques de groupes armés, liés d'abord à Al-Qaeda puis à l'État islamique à partir de 2014. Les services craignent notamment des attaques perpétrées par des Égyptiens ayant rejoint ces groupes⁶, comme Hisham Ashmawy⁷, un ancien officier égyptien fondateur d'un groupe armé en Libye ayant fait allégeance à Al-Qaeda, *al murabitun*. Cet ancien officier aurait été lié avec le groupe libyen Conseil consultatif des moujahidines de Derna, composés de plusieurs groupes islamistes, dont Ansar Al sharia⁸. Il faut également préciser que, selon les analyses du professeur Ali Bensaad, « L'Égypte a non seulement mobilisé son armée et ses services pour structurer, sur place, le groupe militaire de Haftar, mais elle a investi toute la société cyrénaique. Ses multiples conseillers sont présents dans tous les secteurs. Ils ont même fait importer le modèle égyptien de militarisation de l'économie. L'armée de Haftar a ainsi pris le contrôle de l'économie en devenant la « première société privée ». L'intervention directe de la Turquie qui se veut une réponse aux ingérences permanentes des Émirats arabes unis et de l'Égypte aux côtés du maréchal Khalifa Haftar. C'est donc la Turquie qui est intervenue massivement après ces deux pays, et non l'inverse.

L'intervention turque a été condamnée par le ministère égyptien des Affaires étrangères⁹ en janvier 2020. L'Égypte a ensuite mis en place une campagne de pression dans plusieurs organisations internationales, contestant la légalité de l'intervention¹⁰. En

5. Entretien réalisé avec Ahmed Eleiba, chercheur à l'Egyptian Center for Strategic Studies, Le Caire, 23 octobre 2021.

6. *Ibid.*

7. Khaled Mohamed, « [New details on Hisham Ashmawy, alleged terrorist behind Oasis Operation](#) », *Egypt Today*, 30 octobre 2017.

8. Muhammad Al-Arabi, « [فيديو يكشف علاقة إرهابي درنة بمطوئين مصر](#) » [Une vidéo dévoile la relation entre les terroristes de Derna et des personnes recherchées par l'Égypte], *Alrabiya*, 13 février 2018.

9. Al-Masry Al-Youm, « [Egypt condemns Turkish military intervention in Libya](#) », *Egypt Independant*, 3 janvier 2020.

10. Entretien réalisé avec Ahmed Eleiba, chercheur à l'Egyptian Center for Strategic Studies, Le Caire, 23 octobre 2021.

juin, le président Al Sissi annonce que la ville de Syrte représente une ligne rouge. Selon un de nos interlocuteurs¹¹, « le parlement égyptien avait alors donné son accord pour une intervention, au moment où les Turcs arrivaient avec les djihadistes et progressaient vers l'Est, et avaient annoncé qu'ils ne s'arrêteraient pas avant le Caire [...]. Ce n'était pas seulement une question de soutien militaire turc aux factions armées de l'Ouest, mais un avertissement pour la Turquie sur toute sa politique dans l'est de la Méditerranée ». La coopération turco-libyenne est pensée comme un projet d'extension territoriale : « la Turquie, comme l'Iran, à notre avis, a des projets de s'étendre dans la région et souvent sur des terres que l'Égypte considère comme relevant de la sphère de sa sécurité nationale¹² ». L'intervention turque est alors présentée comme une menace à la sécurité de l'Égypte, à cause de son soutien aux groupes djihadistes et du grand projet régional auquel elle participerait (*The Turkish project in the Arab Region*). Celui-ci aurait notamment pour but, depuis le renversement du président égyptien Mohamed Morsi en juin 2013, « d'affaiblir l'Égypte et de détruire son projet national, de façon à faire émerger à nouveau une opportunité pour la Turquie de mettre en œuvre son projet¹³ ». La politique étrangère turque, notamment en Irak et en Syrie (qualifiée « d'occupation¹⁴ »), et la doctrine Mavi Vatan sont ainsi lues sous le prisme d'un projet unifié, construit et planifié sur plusieurs années, comportant différentes phases et inspiré d'une idéologie néo-ottomane. Pour réussir ce plan, « la première méthode est d'avoir accès à la sphère vitale de l'Égypte, spécialement la Libye [...] la seconde méthode, c'est les Frères musulmans¹⁵ ». De fait, un de nos interlocuteurs estime

11. Entretien anonyme avec un chercheur.

12. Entretien réalisé avec Ahmed Eleiba, chercheur à l'Egyptian Center for Strategic Studies, Le Caire, 23 octobre 2021.

13. Rapport *The Muslim Brotherhood, Sponsors of the organization and networks*, ECSS, 2021, p. 10.

14. Entretien réalisé avec Ahmed Eleiba, Le Caire, 23 octobre 2021.

15. « *The first method is access to Egyptian vital sphere especially in Libya [...] the second method is brotherhood* » (*ibid.* p. 12).

que, dès 2011, « la Turquie ne s'est posé aucune limite et est allée très loin dans l'instrumentalisation des Frères¹⁶ ».

Pour Amr Al Shobaki, ancien député et auteur de nombreux ouvrages sur les Frères musulmans, les divergences sont bien plus que des rivalités de puissances régionales :

Il y avait des problèmes sous Nasser, avec l'Iran aussi, Nasser était socialiste et contre les États-Unis et la Turquie qui faisait partie des pays membres de l'OTAN. Maintenant c'est différent, parce qu'il y a le problème des islamistes, des Frères musulmans. À mon avis, il s'agit de la raison principale, ce n'est pas les rivalités. [...] Si la Turquie était dirigée par le parti républicain du peuple, à mon avis la situation serait différente. La position d'Erdoğan c'est une position idéologique qui est en contradiction avec son parti : l'AKP est un parti pragmatique, sa politique change, il retourne sa veste facilement, mais il a en même temps ce côté idéologique, comme s'il avait réduit le monde arabe aux Frères musulmans. Il ne voit pas la richesse politique et culturelle du monde arabe, il ne voit que les Frères musulmans. C'est une catastrophe¹⁷.

De même, le chercheur Hisham Morad estime que « la première priorité [de l'Égypte] c'est de combattre l'islam politique dans la région, c'est aussi la deuxième et la troisième. Ça prime sur tout le reste. Contenir, limiter, combattre, limiter au maximum l'islam politique, surtout la mouvance des Frères musulmans ».

Il faut toutefois garder à l'esprit que l'Égypte avait soutenu le maréchal Haftar, dont une part substantielle des forces armées est constituée de groupes salafistes madkhalistes. Il s'agit pour le pouvoir égyptien d'un enjeu de stabilité du régime, afin d'éviter le maintien d'une organisation d'opposition forte à l'étranger :

Pour l'Égypte, ça s'est déplacé du niveau militaire au politique. Mais le problème se pose toujours. Ça demande d'autres moyens d'intervention. À une époque, c'était plutôt au niveau militaire jusqu'à mi-2020 (jusqu'à l'accord de cessez-le-feu) et maintenant on se situe à un autre niveau, c'est au niveau politique, mais le combat reste ouvert, parce que rien n'est réglé, on risque un

16. Entretien réalisé avec Ahmed Eleiba, chercheur à l'Egyptian Center for Strategic Studies, Le Caire, 23 octobre 2021.

17. Entretien réalisé avec Amr al Sobaki, Le Caire, 24 octobre 2021.

retour au combat. Ça se complique. Ce que fait l'Égypte c'est qu'à travers l'accès au politique, l'action politique, en fait c'est le même combat (par les élections, etc.), comment réduire la mouvance islamiste en minorité ? En politique c'est impossible d'éliminer, avec le militaire oui c'est possible, en politique il y a des accords, des compromis. C'est essayer de faire en sorte que même si les islamistes éventuellement participent, ils soient en minorité, il y ait d'autres forces qui fassent contrepoids, les réduire en minorité, c'est un peu ça¹⁸...

La Libye est ainsi perçue par Le Caire comme une extension de sa scène intérieure, la stabilité libyenne devant entraîner celle de l'Égypte¹⁹. La lutte contre la confrérie des Frères musulmans et tous ceux qui sont supposés y appartenir fait de la Libye un pion essentiel dans la stratégie de contre-révolution des Émirats arabes unis.

Actuellement, et depuis les derniers affrontements au centre de Tripoli du 27 août 2022, on observe à nouveau une recomposition des forces. La Turquie et l'Égypte sont à nouveau opposées sur la question libyenne. Très récemment, la réunion des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe s'est tenue au Caire et Nejla Mangouç, la ministre des Affaires étrangères du gouvernement Dbeibah qui participait à la réunion, s'est vu signifier par le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sami Shukri, de se retirer puisque son mandat avait expiré. L'Égypte soutient clairement Bachagha. Selon Hediye Levent, l'un des sujets à l'ordre du jour de la réunion de la Ligue arabe au Caire est « de développer une attitude arabe commune contre l'ingérence de la Turquie dans les affaires intérieures du monde arabe²⁰ ». Pour autant, la Turquie ambitionne toujours de consolider ses investissements économiques en Libye, qui est pour elle une porte d'entrée sur toute l'Afrique.

18. Entretien réalisé avec Hisham Morad, Le Caire, 24 octobre 2022.

19. Tarek Megerisi, « [Libya's global civil war](#) », Policy brief, European Council on Foreign Relations, juin 2019.

20. Hediye Levent, « [Libya hem böldü hem bölündü](#) » [La Libye divisée et est divisée], *Evrensel*, 8 septembre 2022.

III. UNE PÉRENNISATION DE LA PRÉSENCE TURQUE, AU-DELÀ DE LA PRÉSENCE MILITAIRE

LA LIBYE COMME PORTE D'ENTRÉE DE L'AFRIQUE ?

Au-delà de cette présence militaire, la Libye est considérée par la Turquie comme la porte d'entrée sur le continent africain. Elle cherche ainsi à renforcer ses investissements économiques sur tout le continent africain. Le volume des échanges est passé de 5,4 milliards de dollars en 2003 à 34,5 milliards de dollars en 2021¹. Les entreprises de construction turques sont très actives également sur le continent africain participant à différents projets de construction. Parallèlement, la Turquie consolide sa présence diplomatique : depuis 2009, elle a ouvert 39 nouvelles ambassades sur le continent. Certaines institutions turques comme l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) pour l'économie, l'Institut Yunus Emre (YEE) au niveau culturel et la Fondation Maarif de Turquie au niveau de l'éducation (TMV) sont les acteurs clés dans le maillage du territoire africain par la Turquie. Pour renforcer cette projection turque sur le territoire africain, l'expérience libyenne constitue un laboratoire d'expérimentation. Le chef de la représentation libyenne de l'association des industriels et hommes d'affaires indépendants (MUSIAD) et président du conseil d'administration du groupe Karanfil, Murtaza Karanfil, a déclaré qu'« Il y a l'Afrique, le continent intact que le monde entier regarde, et il est possible d'étendre notre domination sur ce continent à travers la Libye. Il nous sera plus facile de nous étendre de la Libye à l'Afrique centrale, orientale et occidentale en approfondissant notre relation vieille de quatre siècles² ». La Turquie

1. « [Afrika'da Türk rüzgarı! "Türkiye diğer ülkeleri geride bıraktı"](#) » [Le vent turc en Afrique ! « La Turquie a laissé les autres pays derrière elle »], *Star*, 29 août 2022.

2. Mehmet Kadir Kılınc, « [Karanfil Group Yönetim Kurulu Başkanı Murtaza Karanfil: Libya odaklı Afrika açılımı geliştirmeliyiz](#) » [Murtaza Karanfil, président du conseil d'administration du groupe Karanfil : Nous devons

s'appuie sur deux modalités pour renforcer sa position en Libye : elle tente d'abord de pérenniser ses investissements économiques puis de renforcer ses liens politiques.

PÉRENNISER PAR LES INVESTISSEMENTS ÉCONOMIQUES TURCS

Selon l'ICG³, les ambitions stratégiques turques, notamment en matière économique, ont joué un rôle important dans les modalités de la politique turque en Libye. En effet, le jour même de l'annonce de l'intervention militaire en Libye (le 2 janvier 2020), l'association patronale Müsiad a annoncé vouloir augmenter les exportations vers la Libye de 50 % en un an, pour atteindre 3 milliards de dollars en 2020 contre 1,49 milliard en 2018.

Si les relations économiques entre les deux pays sont anciennes, la guerre a toutefois donné l'occasion à la Turquie d'investir dans de nouveaux secteurs en Libye. En 2010, la Turquie était le deuxième pays d'origine des importations de la Libye derrière l'Italie, représentant 9,44 % du total des importations libyennes⁴ (2,21 milliards de dollars). Les exportations étaient alors peu diversifiées et à relative faible valeur ajoutée, étant majoritairement constituées de métaux/fer (produits manufacturés et matières brutes, environ 32 %), de machines et divers équipements (environ 20 %), de produits plastiques (7,3 %), et de meubles (6,3 %). Entre 2014 et 2017, les exportations turques ont substantiellement diminué en valeur et en volume, passant de 2,06 milliards à 880 millions de dollars, tandis que les importations de produits libyens (pétrole et or, essentiellement) demeureraient relativement stables, entraînant un changement dans la

développer une initiative africaine centrée sur la Libye], Anadolu Agence, 12 août 2022.

3. International Crisis Group, *Turkey Wades into Libya's Troubled Waters*, Europe & Central Asia Report No. 257, 30 avril 2020 [consulté le 15 octobre 2021].

4. Chiffres du site de l'OECD : <https://oec.world/en/profile/country/tur>. La Banque mondiale indique la Turquie comme premier pays d'origine des importations (US\$ 1,872 million, 10,59 %). « [Libya Trade Summary](#) », World Bank WITS database, 2010.

balance commerciale, certes toujours favorable à la Turquie, mais dont la valeur est presque divisée par trois en trois ans (1,811 milliard en 2014, contre 632 millions en 2017⁵). Toutefois, la reprise s'amorce dès 2018, avec 1,498 milliard d'exportations, 1,9 milliard en 2019, 1,6 milliard en 2020 et 2,5 milliards en 2021. Elle s'accompagne d'une diversification des produits exportés : désormais, la Turquie exporte essentiellement des produits chimiques (13,3 %), des meubles et produits forestiers (11,9 %), mais aussi des bijoux (11,2 %), des produits agricoles (10 %), du prêt-à-porter (9,9 %)⁶. L'acier et les métaux ne représentent plus que 11 % des exportations. En 2021, les exportations de la Turquie vers la Libye ont atteint un record de 2,5 milliards de dollars. Cela représente 1,06 % des exportations totales de la Turquie⁷ et 14 % des importations libyennes, derrière la Chine⁸. Le volume du commerce bilatéral est de 4,5 milliards de dollars⁹. Cette trajectoire haussière semble se confirmer, puisque les autorités turques ont annoncé un nouveau record d'exportation en mars 2022¹⁰. La Libye est d'ores et déjà le deuxième client africain de la Turquie, continent vers lequel le pays étend ses relations depuis maintenant une vingtaine d'années¹¹.

5. « [Türkiye-Libya Economic and Trade Relations](#) », *Economy of Libya (2017)*, TÜİK, ministère turc des Affaires étrangères.

6. « [Türkiye'nin Libya'ya ihracatı yılın ilk iki ayında 456,7 milyon dolara ulaştı](#) » [Les exportations de la Turquie vers la Libye ont atteint 456,7 millions de dollars au cours des deux premiers mois de l'année], *Sondakika*, 7 mars 2022.

7. *Ibid.*

8. Site de l'OECD, Libye : <https://oec.world/en/profile/country/lby?compareExports0=comparisonOption5&compareImports0=comparisonOption5&latestTrendsViewSelectorNonSubnat=latestTrendsViewOption1>.

9. « [Türkiye'den kritik Libya kararı](#) » [Décision critique de la Turquie sur la Libye], *Yeniakit*, 10 août 2022.

10. « [Turkish exports to Libya surge 58% January-April](#) », *Daily Sabah*, 16 mai 2021.

11. Les échanges commerciaux sont passés en vingt ans de moins de 5 milliards à plus de 25 milliards de dollars (21,89 milliards d'euros). Significativement, la Turkish Airlines, en plein développement, est devenue l'une des principales compagnies aériennes en Afrique, et dessert désormais 61 destinations. La Turquie dispose par ailleurs de 43 ambassades contre 12 il y

La Libye représente donc un débouché pour les produits turcs, mais aussi un marché important pour les entreprises de construction¹², déjà présentes avant la guerre, alors que le secteur de la reconstruction est estimé à au moins 111 milliards de dollars¹³ par le gouvernement libyen. En 2011, les entreprises turques détenaient plus de 20 milliards de dollars de contrats de construction, d'ingénierie et d'énergie dans le pays, mais la plupart de ces contrats sont restés impayés en raison de la révolution¹⁴ et du départ des entreprises et travailleurs turcs du pays. Les entreprises turques auraient également investi près de 2 milliards de dollars dans l'achat d'équipements pour les projets interrompus. Dès le début de son soutien au gouvernement de Sarraj, en avril 2019, la Turquie va ainsi chercher à obtenir des compensations et des garanties, en créant un groupe de travail conjoint turco-libyen pour traiter la question de l'indemnisation des investisseurs turcs d'avant 2011¹⁵. Des mesures semblent avoir été mises en place pour inciter les entreprises turques à reprendre les projets qui étaient restés inachevés avec la guerre.

QUELS SONT LES ACTEURS ÉCONOMIQUES ACTIFS SUR LE TERRITOIRE LIBYEN ?

Le département Libye du Conseil des relations économiques extérieures (DEIK) joue un rôle clé, via son président, Murtaza Karanfil. Il s'agit d'une organisation économique créée pour accompagner et aider les relations économiques,

a 20 ans. Voir par exemple : Jean Marcou, « [La Turquie, une nouvelle puissance africaine](#) », *Orient XXI*, 17 janvier 2022.

12. « [Turkish contractors want to return to Libya, resume projects once peace restored](#) », *Daily Sabah*, 24 décembre 2019.

13. Sami Zaptia, « [US\\$ 111 bn cost of Libya's reconstruction over next 10 years](#) », *Libya Herald*, 11 septembre 2021.

14. Jalel Harchaoui, « [Why Turkey Intervened in Libya](#) », dans Tolga Demiryol et al., *The Eastern Mediterranean and Regional Security. A Transatlantic Dialogue*, Foreign Policy Research Institute, Philadelphie, 7 décembre 2020, p. 41-51.

15. « [Turkey seeks to increase exports to Libya](#) », *Asharq al-Awsat*, 2 janvier 2020. Voir également : [Turkey Wades into Libya's Troubled Waters](#), *op. cit.*

commerciales, industrielles et financières de la Turquie avec les pays étrangers et les communautés internationales¹⁶. Ce conseil n'est pas une institution nouvelle puisqu'elle date de 1985 et a été rattachée en 2014 au ministère de l'Économie devenant ainsi un outil de la diplomatie d'affaires. Murtaza Karanfil, un homme d'affaires originaire de Mardin, est à la tête du Karanfil Group qui a réalisé un chiffre d'affaires en 2020 de 90 millions de dollars. Les activités du groupe en Libye mais aussi en Algérie et dans d'autres pays africains sont très hétérogènes et réparties dans 16 secteurs d'activité : construction, médical, design, mobilier, transports, édition, droit, alimentation, maintenance, transport, vente et achat d'avions, technologies de défense et de sécurité, etc.

Voir le détail dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1

KARANFİL GROUP	Transport maritime international, en particulier la Libye et tous les pays du Moyen-Orient. Il dispose d'un réseau de transport international reliant les continents aux services de transport maritime, aérien et routier.
KARANFİL GROUP GAZİANTEP	<i>Idem.</i>
KARANFİL GROUP KONYA	<i>Idem.</i>
CLOVE GIDA	Vente, export et import de produits de grande consommation, les produits alimentaires, les boissons et les produits agricoles.
KARANFİL CONSTRUCTION	Gestion de projets de construction qui fournit à ses clients des services de conseil en ingénierie, protection des bâtiments, intérieur-extérieur et conception et gestion de mobilier.
BABİL GROUP	L'entreprise poursuit ses activités dans de nombreux secteurs tels que le textile, l'agroalimentaire, la santé, l'industrie et le commerce extérieur.

16. Voir le site officiel : <https://www.deik.org.tr/>.

POLİGON 34	Stand de tir moderne avec toutes sortes de mesures de sécurité.
SAS HAVACILIK	Affrètements de produits divers et location de jets.
KARANFİL MINING	Exploration minière. Projets et activités d'exploration dans les métaux précieux et de base.
İSTANBUL FEN BİLİMLERİ MEDENİYET OKULLARI (İFBM)	Éducation, écoles. Les écoles İFBM, qui disposent de 3 campus différents à Istanbul (Kartal, Sancaktepe et Çekmeköy), accueillent les jardins d'enfants et les écoles primaires et secondaires.
ETKİ OKULLARI	Écoles.
KAMPÜS FIT LIFE	Centres de sport.
KAMPÜSARAY YURTLARI	Résidence étudiante pour garçons.
KARANFİL AIR	Une société de services aéronautiques opérant dans le domaine de la maintenance, du transport, de la vente et de l'achat d'avions.
KARANFİL GIDA	Distributeur, exportateur et importateur de biens de consommation rapides de marque (FMCG) (des produits alimentaires, des boissons et des produits agricoles).
KARANFİL LAW	Services juridiques.
KARANFİL MEDICAL	Médical.
KARANFİL MOBİLYA VEDEKORASYON	Design et mobilier.
KG KARANFİL YAYINLARI	Édition.

Il a inauguré en février 2011 l'une des plus grandes usines de béton en Libye, pour un investissement total de 50 millions de dollars¹⁷. Murtaza Karanfil est également le président de l'association TULİB (Turkish Libyan Businessmen Association), fondée en 2011, qui vise à stimuler le développement régional et

17. « [Turkey's Karanfil Group establishes Libya's largest concrete factory](#) », *Daily Sabah*, 22 février 2022.

à échanger des informations et des opportunités commerciales, ainsi que le représentant libyen de l'Association des hommes d'affaires indépendants (MUSIAD). Il a tout du *self made man* : il a d'abord travaillé dans le cabinet de son oncle qui était médecin à Istanbul, dans le quartier très commercial de Laleli, avant de créer en 1995 une société de textile (Ahkam Tekstil). La Libye devient son principal terrain d'investissements en plus des exportations qu'il réalise :

Nous avons des plans pour investir dans le secteur du fer et de l'acier et des matériaux de construction. Nous envisageons également d'intensifier nos travaux dans le domaine de la passation de marchés. Nous entrerons dans le domaine de la fabrication de blocs de béton dans peu de temps. En cas de stabilité en Libye, nous ajouterons le secteur de l'industrie de la défense à nos postes d'investissements. À long terme, nous prévoyons d'investir également dans le secteur pétrochimique¹⁸.

Il n'est pas le seul à investir économiquement en Libye. L'entreprise Albayrak, dirigée par le gendre du président Erdoğan, est également particulièrement active¹⁹. Elle a notamment repris les contrats concernant l'aéroport de Tripoli, dont la construction a été attribuée en 2007 à un consortium formé par la société de construction turque TAV, ainsi que le brésilien Odebrecht et le libanais CCC, pour un projet évalué à 3 milliards de dollars. Rönesans Holding, compagnie turque également, avait dans un premier temps été pressentie pour la reconstruction. En août 2021, le ministère libyen des transports a finalement attribué au groupe Albayrak la construction d'un terminal de l'aéroport international de Tripoli. En outre, le groupe a obtenu en juillet 2021 l'approbation nécessaire de la Libyan Airports Authority (LLA) pour participer au projet de reconstruction de l'aéroport de Misrata.

18. « [Mardin'den yola çıktı kitaları aştı](#) » [Il a commencé son chemin à Mardin et a traversé les continents], *Hurriyet*, 13 août 2020.

19. Kerim Ülker, « [Albayrak, Libya'nın en önemli havalimanıyla ilgili](#) » [Albayrak s'intéresse à l'aéroport le plus important de Libye], *Dünya*, 9 octobre 2021.

Parmi les nombreuses entreprises du BTP turc présentes en Libye, Doğuş, Güriş, Enka, Nurol, Metiş, Tekser et Yüksel İnşaat sont parmi les plus actives²⁰. Par exemple, la société Doğuş avait entrepris avant la guerre un projet de campus universitaire dans la ville de Syrte, et avait dû laisser des équipements et des machines d'une valeur d'environ 900 millions de dollars en 2011. L'entreprise a obtenu la construction de la bibliothèque et des bâtiments administratifs de l'université Al Thaddl à Syrte. Enka İnşaat a entrepris 5 projets en Libye, notamment la transformation du bâtiment existant de la Foire internationale de Tripoli en Chambre de commerce et d'industrie de Tripoli, le projet de centrale électrique à cycle simple d'Ubari 640 MW, le projet de nouvelle ville de Ras Lanuf, l'hôtel et le centre de conférence de Syrte Bay et enfin des résidences privées dans le cadre du Harawa Projet. Nurol İnşaat participe à plusieurs projets pour la reconstruction de plusieurs universités : l'Université Al Fateh de Tripoli, tout comme la société Yüksel İnşaat. Les entreprises Çalık Enerji et Aksa Energy, ainsi que Karadeniz Holding Karpowership, auraient été sollicitées par le gouvernement libyen pour soumettre des études sur le réseau d'électricité en Libye.

Dans le secteur de l'énergie ENKA est l'une des entreprises turques les plus actives. Elle a déjà signé, le 6 janvier 2021, et en consortium avec Siemens, un accord pour la construction de deux centrales électriques, l'une à Misrata et l'autre à Tripoli²¹. Il s'agit d'un engagement d'environ 200 millions d'euros. Le site web de l'entreprise annonce qu'elle embauche des ouvriers pour être expatriés vers la Libye avec des salaires mensuels de 3 000 à 4 000 euros. Rönesans Holding, autre compagnie turque, construira les trois centrales électriques prévues par l'accord signé lors de la visite de Dbeibah en Turquie. L'entreprise, dont le siège social est situé à Ankara, déploie son activité sur 28 pays

20. « [Libya'da Faaliyet Gösteren Türk Firmaları](#) » [Les entreprises qui déclarent des activités en Libye], *Guide des carrières internationales*, 13 septembre 2020.

21. Réseaux sociaux de l'entreprise : https://instagram.com/p/CjssXREB-Z/?utm_source=ig_web_copy_link...

avec 75 000 salariés. Elle a été fondée en 1993 à Saint-Pétersbourg, par Erman Ilıcak, citoyen turc²².

Ces entreprises privées sont soutenues par l'État turc dans leurs démarches, et parfois comme pour l'entreprise Albayrak, la porosité des liens entre le secteur public et privé est observable. Ainsi, l'association patronale Müsiad, qui regroupe industriels indépendants et hommes d'affaires turcs, a ouvert un bureau à Tripoli le 17 mai 2022, lors d'une cérémonie en présence du ministre libyen de l'Économie et du Commerce, Mohammed al-Huveyc, de l'ambassadeur de Turquie Kenan Yılmaz et du président du MUSIAD Mahmut Asmalı²³. L'État turc est également actif au niveau institutionnel. Ainsi, en février 2022, la presse libyenne évoque les préparatifs d'un accord pour le retour des travailleurs turcs en Libye²⁴, porté par le directeur du Bureau de la coopération internationale turque (dépendant du ministère des Affaires étrangères), le Dr Adel Al-Aqbi, et le ministère du travail libyen. Les intérêts économiques de la Turquie ne se limitent plus exclusivement à l'Ouest.

TENTATIVES D'IMPLANTATION À L'EST ET AU SUD

La Turquie tente également de s'implanter dans le Sud et l'Est du pays, où la Chine et l'Égypte²⁵ ont d'ores et déjà des liens économiques établis. Dans le Sud, c'est notamment dans le secteur

22. Seni Nora, « La Turquie en Libye à l'ère Biden », *Hérodote*, 182, 2021, p. 149-162.

23. Ebu Bekir Aşkın, « [Libya Başbakanı Dibebe, Türkiye'nin zor anlarda her zaman Libya'nın yanında olduğunu belirtti](#) » [Le Premier ministre libyen Dibebe a déclaré que la Turquie était toujours aux côtés de la Libye dans les moments difficiles], *Haberler*, 17 mai 2022.

24. « [إعداد مذكرة تفاهم بين ليبيا وتركيا في مجال القوى العاملة](#) » [Préparation d'un protocole d'accord entre la Turquie et la Libye concernant la main-d'œuvre], *Al Wasat*, 20 février 2022.

25. Des contrats ont été signés entre le gouvernement de Dbeiba et dix grandes entreprises égyptiennes pour la construction de centres commerciaux, d'écoles, d'hôpitaux, selon le journal *Al Quds Al Arabi*. Voir « [ليبيا: «اختراقات» متبادلة مصرية تركية في المنطقتين الشرقية والغربية](#) » [Percées égyptiennes et turques dans les régions de l'Est et de l'Ouest], *Al Quds Al Arabi*, 5 mai 2022,

de la santé que la Turquie investit, avec un protocole d'accord signé entre les deux ministères de la Santé en août 2021, incluant la gestion commune d'hôpitaux, la fourniture de matériels et de médicaments par la Turquie, et des formations pour le personnel²⁶. Récemment, le Vice-Premier ministre du gouvernement libyen du gouvernement de Fathi Bachagha, Salem Al-Zadma, a échangé avec l'ambassadeur de Turquie en Libye, Kanaan Yilmaz, à propos de « l'importance du rôle de la Turquie dans la réalisation de la stabilité et du développement dans les régions du sud²⁷ ».

Dans l'Est, la Turquie se veut soutien de projets industriels. En octobre 2021, le gouvernement libyen a lancé un plan de relance de l'activité industrielle du pays, notamment par un accord de coopération avec la Société libyenne de gestion des projets de partenariat avec le secteur privé (PPP) pour la remise en état d'usines. Le plan prévoirait plus de 2 000 projets. En février 2022, le consul général turc à Misrata, Gurkan Gurmigler, rencontre le sous-secrétaire à la production et aux zones industrielles, Mustafa Al-Sammo, afin de soutenir plusieurs projets, grâce à « l'expérience pionnière turque dans le domaine du développement des petites et moyennes industries²⁸ ».

En janvier 2021, pour la première fois depuis la fermeture du consulat turc à Benghazi en 2014, l'ambassadeur de Turquie en Libye, Kanaan Yilmaz, s'est rendu à deux reprises dans l'Est, accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires turcs. Il y a rencontré les représentants de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Benghazi et des hommes d'affaires

ainsi que : « [Insatisfaction égyptienne face à l'ouverture turque vers l'Est libyen], *Al Arabi Al jadeed*, 1^{er} février 2022.

26. « [Abu Janah appelle à bénéficier de l'expertise turque pour améliorer les services médicaux dans le Sud], *Al Wasat*, 23 février 2022.

27. « [Yilmaz exprime son optimisme quant à la mise en place du gouvernement Bachagha opérant à partir de la région sud], *Ean Libya*, 29 mars 2022.

28. « [Industrie : un plan pour lancer 2 000 projets industriels à travers la Libye], *Al Wasat*, 2 février 2022.

libyens. Ces visites faisaient suite à celle de parlementaires libyens (Parlement de Tobrouk) à Ankara en décembre, avec pour ordre du jour, entre autres, la reprise des programmes arrêtés subitement en 2011. L'Agence turque de coopération et de développement dans la ville de Benghazi devrait ainsi s'investir dans la reconstruction de Benghazi, où la Turquie est en concurrence avec la Chine qui porte de nombreux projets de reconstruction²⁹. Près de 30 % de la ville a été détruite, notamment le centre-ville et les principales infrastructures de service public, mais aussi partiellement l'aéroport. Des sites historiques ont été touchés, comme le phare Ikhribish, le palais al-Manar, ou le Souq al-Hout.

La position géographique de la Libye en fait également un élément stratégique pour les entreprises turques cherchant à s'implanter en Afrique du Nord et sur le reste du continent. Dans cette optique, la Turquie construit actuellement à Misrata une plateforme logistique maritime³⁰. Celle-ci devrait permettre de réduire les délais de transport de la Turquie vers l'Afrique centrale de 45 à 10 jours maximum.

Enfin, la Turquie investit dans les infrastructures de transports et tente de relancer les flux de personnes vers la Turquie. C'est à ce titre que les vols ont repris entre Benghazi et Istanbul en mai 2022, dans un premier temps, exploités par Libyan Airlines³¹, après plusieurs mois de discussion³². De même, une ligne de

29. « [Une délégation de la société de construction chinoise discute avec la municipalité de Benghazi de l'achèvement d'un certain nombre de projets bloqués], Libyan News Agency, 27 novembre 2021.

30. « [Président du Conseil des affaires turco-libyen à Al-Araby Al-Jadeed : la plateforme logistique de Misrata n'est pas en concurrence avec le canal de Suez], *Al Araby Al Jadeed*, 14 juin 2021.

31. « [Libyan Airlines reprendra ses vols de Benghazi à Istanbul, en Turquie, demain jeudi], Libyan News Agency, 11 mai 2022.

32. « [Ambassadeur de Turquie : nous sommes prêts à ouvrir le consulat et à reprendre les vols vers Benghazi, si les conditions le permettent], *Al Wasat*, 29 janvier 2022.

ferry Misrata - Izmir - Istanbul³³ a été mise en place en avril 2019, et le futur projet Hatay Sea Bus (HADO), qui doit commencer à être déployé partiellement à partir de l'été 2022, prévoit de relier Hatay et Antakia en Turquie, à Gazimağusa (Famagusta) à Chypre Nord et Misrata³⁴. En mai 2022, le Hasanoglu Group annonce mettre en place une nouvelle ligne de fret reliant Iskenderun à Misrata, deux fois par mois³⁵.

Les investissements turcs de l'économie libyenne tant à l'est qu'à l'ouest consolident le pouvoir de la Turquie en Libye. Cependant, le secteur pétrolier lui résiste. Rappelons qu'en 2007, la Turkish Petroleum Corporation (TPAO) avait commencé à mener des activités d'exploration pétrolière dans le pays mais celles-ci sont suspendues depuis 2014 et n'ont pas encore repris. Selon l'analyste Mühdan Sağlam, le gouvernement libyen préfère travailler avec la société italienne ENI plutôt qu'avec la Turquie, et de ce fait le partenariat turco-libyen a des limites³⁶. De plus, la nomination, le 12 juillet 2022, de Ferhat bin Kïdara, qui avait été le conseiller économique de Haftar comme président de la Libyan National Petroleum Corporation (NOC), pour remplacer Mustafa Sanallah, n'est pas une chose favorable à la Turquie. Cette nomination est également interprétée comme une alliance entre Haftar et Dbeibah autour du pétrole. Comment la Turquie se positionne-t-elle dans le jeu de ces alliances et mésalliances volatiles ?

33. « مع استئناف الرحلات البحرية بين أزمير ومصراتة.. تركيا تتوقع صادرات إلى ليبيا ملياري دولار نهاية العام » [Avec la reprise des croisières entre Izmir et Misrata, la Turquie s'attend à des exportations vers la Libye de deux milliards de dollars d'ici la fin de l'année], *Al Wasat*, 22 septembre 2021.

34. « [New touristic sea route to connect Turkey to Israel, Lebanon, Libya](#) », *Daily Sabah*, 20 mars 2022.

35. « [New Turkey-Misrata shipping line launched](#) », *Libya Herald*, 11 mai 2022.

36. Mühdan Sağlam, « [Libya petrollerinde Türkiye'nin adı yok](#) », *Gazete duvar*, 3 juin 2021.

IV. LA TURQUIE MÉDIATRICE DU PROCESSUS DE PAIX OU INTERVENTIONNISTE ?

Devant l'échec du processus électoral de décembre 2021 qui devait conduire à achever les processus essentiels tels que la préparation d'une nouvelle constitution et l'unification des structures militaires et civiles sous un même toit, le pays traverse une crise politique entraînant une recomposition des forces, chacun s'accrochant à des postes et renforçant la lutte de pouvoir entre les deux parties. Abdulhamid Dbeibah, élu Premier ministre de transition dans le cadre du Forum de dialogue politique libyen¹, refuse de céder son poste à Fathi Bachagha, élu en février 2022 comme Premier ministre par le Parlement. Devant l'affrontement de ces deux hommes, comment se positionne la Turquie, qui a des liens avec les deux ?

LA POLITIQUE D'ANKARA PLUS PRAGMATIQUE QU'IDÉOLOGIQUE ?

La Turquie est entrée dans l'équation libyenne en soutenant le gouvernement de Tripoli, qui comprend Fathi Bachagha. En effet, pendant la guerre civile, Bachagha était ministre de l'Intérieur du gouvernement basé à Tripoli à l'Ouest et il travaillait avec la Turquie. Ainsi, à cette période, il s'était opposé à Haftar et était considéré comme l'homme de la Turquie. Parallèlement au processus politique initié par la poussée de la communauté internationale, la Turquie s'est rangée du côté du Premier ministre Dbeibah, qui a été nommé pour conduire le pays aux élections². Lorsque Bachagha s'est fait élire comme Premier ministre par le Parlement, la Turquie n'a pas fait un choix clair entre les deux Premiers ministres. Cependant, lors de la période préparant les

1. Ce forum a été mis en place par la communauté internationale pour organiser des élections en Libye.

2. Zeynep Gürçanlı, « [Libya'da sil baştan](#) » [Recommencer de zéro en Libye], *Dünya*, 17 février 2022.

élections avortées de décembre 2021 en Libye, Bachagha, qui était candidat, s'est rapproché de l'Égypte et de la France, a rencontré Haftar et pris ses distances avec la Turquie. Selon la journaliste turque Zeynep Güranlı, le gouvernement du parti AKP est toujours resté proche des politiciens de la région de Misrata en Libye, où le « tribalisme prévaut sur les opinions politiques, les conflits ethniques ou religieux³... ». En effet, il faut préciser que les deux hommes sont tous les deux originaires de Misrata, où se concentrent des Libyens descendants de Turcs ottomans. Devant le refus de Dbeibah de céder son poste à Bachagha, et devant son incapacité à mener le pays aux élections, Bachagha tente à plusieurs reprises d'entrer dans Tripoli pour prendre son siège, mais sans succès. À la suite de la tentative de Bachagha et de ses troupes d'encercler Tripoli à la fin du mois d'août 2022, et devant l'escalade de la violence, la Turquie semble acculée à faire un choix et ses intérêts sont considérés comme menacés. Jusqu'en août 2021, la Turquie n'avait pas vraiment choisi un camp et avait adopté une position de neutralité. Le président Erdoğan avait rencontré à différentes reprises les deux hommes en tentant de jouer un rôle de médiateur. Mais avec la tentative de Bachagha de rentrer à Tripoli en août 2021, la Turquie est mise dans une position délicate. Les deux premiers rivaux ont été tous les deux invités à Istanbul pour une médiation. La Turquie a-t-elle pris officiellement position ? Comment assume-t-elle le rôle de médiateur qu'elle s'attribue à nouveau dans ce conflit ?

Début septembre 2022, Dbeibah, Bachagha et un cadre du conseil présidentiel de trois personnes étaient en Turquie. Certains commentateurs avancent que la Turquie se serait rangée du côté de Dbeibah même si aucune déclaration officielle n'a été faite pour confirmer cette information. Le silence qui règne à la suite de ces rencontres conduit à des interprétations sur la base de photos de la rencontre avec Dbeibah. Les commentateurs s'appuient sur deux photos qui ont été diffusées dans la presse pour affirmer que le président Erdoğan soutient Dbeibah. En revanche, aucune photo n'a filtré dans la presse turque après la

3. *Ibid.*

rencontre avec Bachagha. Sur la seconde photo ci-dessous, on peut voir, à la date du 1^{er} septembre 2022, une rencontre au service de renseignement turc (MIT) entre le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu, le ministre de la Défense Hulusi Akar et le président du MIT Hakan Fidan. Bachagha a également été reçu par le MIT, mais sans diffusion de photo.



Dbeibah s'est rendu en Turquie accompagné du gouverneur de la Banque centrale de Libye et des ministres d'État aux Affaires du Cabinet, à la Communication et aux Affaires politiques, et le conseiller du gouverneur de la Banque centrale pour montrer qu'il tient toujours les finances du pays et que « les opérations financières accompagnent la stratégie politico-militaire⁴ ».

4. Fehim Taştekin, « [Trablus savaşları, Bayraktarlar ve MİT kararlarında ayar](#) » [Guerres de Tripoli, les Bayraktar et le cadrage au siège du MIT], *Gazete duvar*, 5 septembre 2022.

Il a pu montrer également au reste du monde qu'il n'a pas perdu le soutien de la Turquie et déclare à la suite de ces rencontres :

l'importance du rôle de la Turquie dans le soutien aux efforts internationaux pour faire avancer et soutenir les élections en tant que priorité internationale, considérant que ce qui s'est passé dans la capitale, Tripoli, la semaine dernière, est une tentative de prise du pouvoir par la force et les complots et que la Libye n'a pas d'autre alternative que l'option des élections⁵.

De son côté Erdoğan insiste sur la résolution pacifique du conflit même s'il n'a pas réussi à réconcilier les deux parties : il souligne « la nécessité de préserver la sécurité et la sûreté de Tripoli de toute opération militaire », et le fait que « le changement ne peut avoir lieu que par des élections »⁶. Il réaffirme son soutien et sa coopération avec la Libye dans tous les domaines économiques, sécuritaires et militaires tout en considérant que les affrontements de Tripoli sont des attentats⁷. Dans les faits, il montre qu'il n'a pas lâché Dbeibah. De son côté Bachagha, qui s'est rapproché de la France et de l'Égypte, évoque simplement des pourparlers positifs. On peut constater que ces pourparlers n'ont conduit à ce jour au retrait d'aucun camp. Deux scénarios pour surmonter la crise sont avancés par l'analyste Fehim Taştekin : un premier scénario où Erdoğan serait favorable à ce que Dbeibah laisse de la place à Bachagha et à des membres de son cabinet⁸ ; un second où les deux hommes se retirent avec l'organisation d'élections pour former un nouveau gouvernement, même si pour l'heure cette solution ne semble pas envisagée. Il ne faut pas non plus surestimer l'influence que peut avoir la Turquie sur ces deux principaux acteurs du conflit puisqu'ils ont chacun d'autres soutiens (le Qatar pour Dbeibah, l'Égypte et la

5. Mohamed Ahmed, « [Dbeibah invites Erdogan to attend Libyan-Turkish Forum as they discuss relations in Istanbul](#) », *The Libya Observer*, 3 septembre 2022.

6. *Ibid.*

7. *Ibid.*

8. Fehim Taştekin, « [Trablus savaşları, Bayraktarlar ve MİT karargâhında ayar](#) » [Guerres de Tripoli, les Bayraktar et le cadrage au siège du MIT], *op. cit.*

France pour Bachagha), et qu'il y a d'autres acteurs impliqués dans la crise politique tels que le maréchal Haftar. Ce dernier nie toute implication dans les derniers affrontements de Tripoli d'août 2022, il avance dans le jeu des rapports de force isolément, se rapprochant tantôt de Bachagha tantôt de Dbeibah.

Il y a aussi sur la scène libyenne le jeu des autres acteurs, notamment des milices qui sont très fluctuantes et changeantes. Ankara bénéficie en Libye d'un réseau qu'il a consolidé depuis 2011 en lien avec des factions et des groupes armés⁹. Par exemple Salah Eddine al-Namrush, ex-ministre de la Défense du GNA qui avait travaillé en étroite collaboration avec Ankara pendant la seconde moitié de l'offensive de la LNA, d'avril 2019 à juin 2020, s'est rendu plusieurs fois en Turquie¹⁰. Il a également signé l'accord de coopération militaire avec la Turquie. Il a été par la suite, en août 2021, affecté comme commandant d'une zone militaire où se trouve la principale base turque. La Turquie entretient aussi des liens avec l'actuel gouverneur de la banque centrale libyenne, Sadiq al-Kabir, un ancien révolutionnaire proche des frères musulmans. Il a été nommé grâce au soutien de Abdurrazag Mukhtar Abdulgader, une figure influente des Frères musulmans, qui est devenu par la suite l'ambassadeur de Libye en Turquie¹¹. Par ailleurs, la sécurité de Sadiq al-Kabir serait assurée par la milice Radaa (voir tableau 2).

9. Emadeddin Badi, « [To advance its own interests, turkey should now help stabilize libya](#) », *War on the Rock*, 24 mai 2021.

10. Jalel Harchaoui, « [Security Sector Reform in Libya: Avoiding the Risks of Politicisation](#) », dans Andrea Cellino et Annalisa Perteghella (dir.), *Conflicts, Pandemics and Peacebuilding. New Perspectives on Security Sector Reform in the MENA Region*, Ledizioni LediPublishing, 2020, p. 44-64.

11. Jalel Harchaoui, « [Libya's looming contest for the central bank](#) », *War on the rock*, 1^{er} avril 2019.

Tableau 2

Bachagha	Dbeibah
La 777 ^e Brigade (chef Heytham al-Tacuri)	Stability Support Force affiliée au Conseil présidentiel (le chef est Abdülğani al-Kikli)
Des anciens des brigades révolutionnaires de Tripoli (Osama Cüveyli, ancien chef du département du renseignement militaire)	Radaa, alias Forces spéciales de dissuasion, commandées par le salafiste Abdurrauf Kara
La brigade Halbus de Misrata	Les forces d’Imad el Tripoli de Zintan
La brigade Hittin et la brigade Marsa	La 52 ^e brigade d’infanterie de Zawiya
Les forces d’Abu Zreba de la ville de Zawiya, à l’ouest de Tripoli	La 610 ^e brigade
	Le 301 ^e bataillon de Misrata

La politique libyenne de la Turquie apparaît comme étant plus pragmatique qu’idéologique. L’intervention militaire de 2019 aux côtés de Favez al-Sarraj avait été interprétée comme un soutien idéologique aux Frères musulmans. À l’image d’Abdelhakim Belhadj qui avait tenu Tripoli d’une main de fer et s’était réfugié en Turquie et qui, aujourd’hui, est revenu en Libye¹², la plupart des chefs des Frères musulmans sont passés par la Turquie. Cependant il est nécessaire de nuancer ce soutien idéologique. La position turque ne s’aligne pas systématiquement sur celle du chef des Frères musulmans, Mohammad Savan. Celui-ci¹³ a, par exemple, considéré Bachagha comme le Premier ministre légitime face à Dbeibah, ce qui n’a pas été le cas de la Turquie. La politique turque en Libye ne s’aligne pas *stricto sensu* sur celle des Frères musulmans et le rapprochement d’Erdoğan avec les pays du Golfe l’a conduit à prendre de la distance avec ce mouvement.

12. « [Belhaj’s return coordinated with Dbeibah, sources say](#) », *The Libya Update*, 23 avril 2022.

13. Dbeibah a émis un mandat d’arrêt contre Savan.

LE PARTENARIAT SETA-BINA : PROJET D’UN STATE BUILDING AU SERVICE D’UNE ÉCONOMIE PROSPÈRE ?

Tous les acteurs extérieurs à la Libye dénoncent actuellement l’instabilité de la politique libyenne ainsi que la fragilité et la dualité de l’appareil étatique. Amr el Shobaki, ancien député égyptien et ancien responsable de l’Arab European Unit, nous expliquait justement que le problème n’est pas d’organiser les élections mais de faire respecter les résultats :

À mon avis le problème ce n’est pas de faire les élections le 24 décembre. Le problème essentiel, majeur, est d’avoir la possibilité de faire respecter le résultat des élections. À mon avis c’est ça. Il y a eu un dialogue entre Libyens à Genève pour choisir le gouvernement. Mais est-ce qu’on a la force d’un État uni, un système judiciaire, l’armée unifiée, la police pour faire respecter les résultats des élections ? Est-ce que la communauté internationale est prête à intervenir pour faire respecter le résultat des élections ? À mon avis le défi ce n’est pas les élections elles-mêmes. Donc si on n’est pas prêts, si on n’a pas un consensus régional, international et local pour faire respecter les résultats du scrutin, à mon avis ce n’est pas la peine de le faire. Parce que vraiment ça va diviser davantage le pays. Dans le monde, regardez en Irak, où l’État est faible, les réactions des forces politiques qui ont perdu l’élection. Dans la transition démocratique si on n’a pas vraiment un appareil d’État, des institutions étatiques nettes et fortes et qu’on les respecte, et on a aussi confiance dans son intégrité, les élections ce sera une catastrophe, ça va diviser le pays encore plus, chacun va accuser les autres forces de truquer les élections¹⁴...

Ainsi, cette préoccupation de la formation de l’État libyen est aussi au centre de la politique libyenne de la Turquie. Le think-tank pro-gouvernemental turc (SETA) a rédigé un rapport dans le cadre d’un partenariat avec le think-tank libyen BINA¹⁵ où est

14. Entretien réalisé avec Amr el Shobaki, ancien député égyptien et ancien responsable de l’Arab European Unit in the Al-Ahram Centre for Political and Strategic Studies, Le Caire, 24 octobre 2021.

15. Le programme Bina est un programme de renforcement de l’État qui a été lancé pour soutenir les pays fragiles et touchés par les conflits par le Programme libyen pour la réintégration et le développement (LPRD), la Banque islamique de développement (BID) et le Centre de recherche et de formation statistiques, économiques et sociales pour les pays islamiques (SESRIC).

proposé un *state-building* au service d'une économie prospère (rapport *Countering violent extremism in Libya*¹⁶). Celui-ci formule une série de propositions – parfois très générales, d'autres fois très précises – sur un ensemble de thématiques : les femmes, l'emploi, les jeunes, l'éducation¹⁷, etc. Le rapport propose un modèle baptisé « "Community-Oriented Resilience" CVE Model (How to Unite) ». Le principe d'approche par le bas est valorisé : « Une approche de haut vers le bas du renforcement de l'État en Libye qui donne la priorité au secteur de la sécurité peut être efficace à court terme, mais elle peut ne pas être efficace pour traiter les facteurs sous-jacents et les griefs qui conduisent aux extrémismes violents¹⁸. » Outre la préconisation de mesures avancées en matière d'économie, ce rapport propose une approche du bas vers le haut dans la formation de l'État.

Le rapport délivre une série de conseils pour renforcer le sentiment d'appartenance national des Libyens :

Le premier pilier de la pratique de construction de la nation libyenne devrait se concentrer sur le renforcement des liens sociaux, culturels et religieux existants entre le peuple libyen. Améliorer la compréhension du passé collectif et de la conscience historique par l'éducation et la formulation et la diffusion de ré-

L'objectif principal était d'aider la Libye et son peuple à surmonter les défis auxquels ils sont confrontés dans la construction d'un nouveau pays fort et prospère. Le programme a été lancé après consultation d'experts libyens, turcs, internationaux, de groupes de réflexion et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Trois domaines principaux sur lesquels la Libye a le plus besoin de travailler : la réforme du secteur de la sécurité (SSR), la lutte contre l'extrémisme violent (CVE) et la réforme de l'administration publique (PAR). Voir le site web de BINA : <https://binaprogram.org/bbi/>.

16. Talha Köse et Bilgehan Öztürk, *Countering Violent Extremism In Libya: A Peacebuilding Perspective*, SETA-BINA, 2020.

17. Par exemple sur l'éducation, il est noté que « Des programmes et politiques spéciaux devraient viser à attirer les jeunes vers l'enseignement secondaire et supérieur dans les zones tribales. Des dortoirs spéciaux devraient être construits et financés pour attirer les étudiants des zones tribales vers l'enseignement secondaire. Cela contribuerait au processus de construction d'un sentiment d'identité collective ».

18. Talha Köse et Bilgehan Öztürk, *Countering Violent Extremism In Libya: A Peacebuilding Perspective*, op. cit., p. 146.

cits collectifs est crucial. De nouveaux manuels d'histoire, des célébrations collectives, des spectacles publics et l'institutionnalisation de journées nationales sont importants pour souligner les liens déjà existants entre le peuple libyen. L'accent mis sur les héros nationaux comme Omar Mukhtar ou l'institution des Awqaf, qui diffusent la compréhension libyenne modérée de l'islam, est crucial pour stimuler un sentiment d'appartenance collective et une conscience collective¹⁹.

Une place importante est accordée à la place de la religion et aux réformes des institutions religieuses pour faire face à l'islamisme radical, notamment au salafisme madkhali : « La religion est le terrain d'entente le plus important dans la société libyenne. Il est donc crucial d'empêcher les mosquées et autres institutions religieuses de se transformer en lieux de diffusion de messages extrémistes, oppressifs et polarisants. Le terrain d'entente religieux de la société libyenne jouera un rôle essentiel dans le processus d'édification de la nation²⁰. » Ainsi en s'appuyant sur le modèle turc de gestion de la religion, il est considéré dans le rapport que l'institutionnalisation et la mise en place de mécanismes de contrôle du domaine religieux sont un pilier de la construction de l'État :

L'interprétation modérée de la tradition maliki-soufie avait été le paramètre à l'épicentre de l'identité nationale libyenne et de l'existence sociale. Les mosquées devraient être administrées et leurs besoins devraient être couverts soit par le gouvernement central, soit par les autorités locales. Les imams et les prédicateurs doivent suivre une formation spéciale pour se qualifier. Les imams et autres responsables des établissements religieux doivent être certifiés et nommés par les Awqaf pour empêcher l'infiltration d'acteurs extrémistes²¹.

19. *Ibid.*, p. 161.

20. *Ibid.*, p. 208-209.

21. *Ibid.*, p. 209.

Dans un autre rapport co-signé SETA et BINA sur la réforme du secteur de la sécurité²², cette réforme est détaillée et il est souligné que :

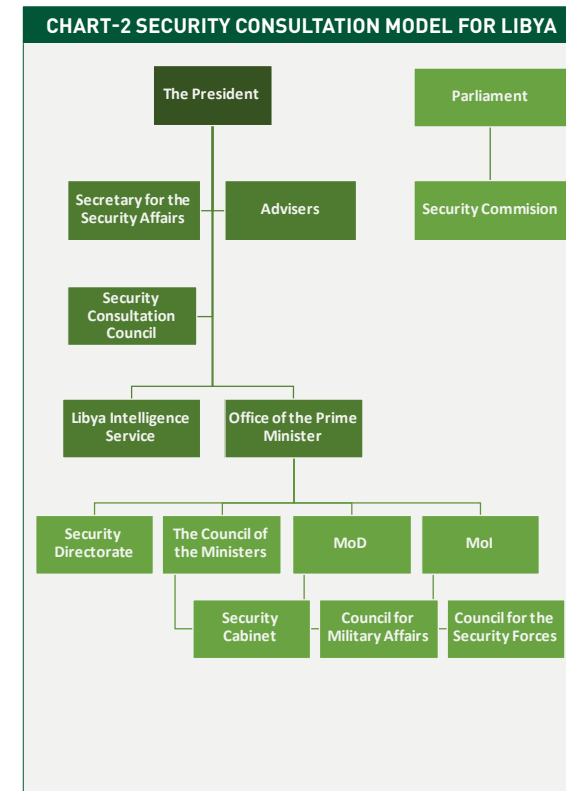
le but n'est pas d'imposer un programme de réforme occidental/libéral. Il vise plutôt à travailler avec les gouvernements partenaires et la société civile pour développer un secteur de la sécurité qui reflète les normes, l'histoire et la tradition locales, qui est économiquement durable, efficace sur le plan opérationnel et qui répond aux normes démocratiques internationales de base de la gouvernance du secteur de la sécurité²³.

En effet, il est souligné que « l'évitement des réalités locales » était l'une des causes de l'échec des projets libéraux de la construction de l'État. Le rapport présente des organigrammes, des structures d'organisation pour le ministère de la Défense, la police, les renseignements, les forces armées.

Ce rapport prend le projet de Constitution comme point de départ pour anticiper les « institutions les plus convenues et donc les plus probables ». En ce sens, le projet de Constitution identifie le Président comme le Commandant suprême des forces armées (article 106). Le Conseil des ministres est chargé de mettre en œuvre la politique générale, y compris la sécurité, et de maintenir la sécurité du pays (article 117/2). Le Conseil a également le pouvoir d'établir, de dissoudre et d'intégrer des institutions, ce qui facilite la réforme de la sécurité en créant de nouvelles formations et réglementations de sécurité (article 117/6,7). La ratification de la Constitution préciserait donc les échelons stratégiques chargés de la sécurité et qui les responsabilités pour les institutions spécifiques. [...] Si la Constitution est approuvée par le public, les groupes armés devront être soit transformés, soit démobilisés (article 177) [*Security sector reform for Libya a crucial step towards state building*, p. 117].

22. Murat Aslan, *Security sector reform for Libya a crucial step towards state building*, SETA-BINA, 2019.

23. *Ibid.*, p. 16.



Source : Security sector reform for libya a crucial step towards state building, p. 119.

Même si pour l'instant, il n'y a pas d'actions concrètes à vaste échelle dans le contexte actuel, le travail du think-tank reflète tout de même que la Turquie vise à infléchir le modèle étatique et les institutions libyens. On peut également souligner que peu de think-tanks proches de gouvernements évoquent le sujet (sauf dans les années 2011-2012) et qu'à ce titre la Turquie semble faire figure de quasi-exception. L'assistance à la sécurité libyenne voudrait se concentrer sur le soutien aux institutions du pays et sur le renforcement de la capacité de l'État. Malgré les accords de coopération militaire, la Turquie semble consciente que son influence sera limitée si elle s'en tient à dispenser conseils et

formations militaires. C'est pourquoi, ces think-tanks pro-gouvernementaux ont déjà produit des rapports très précis sur ces réformes des institutions qui ne semblent pas être un simple copié-collé de l'organisation des institutions turques puisque les réalités locales sont prises en compte.

CONCLUSION

Cette étude montre le fort investissement de la Turquie pour s'imposer sur le dossier libyen. Ces investissements sont à la fois militaires, économiques, diplomatiques et politiques. Mais le projet de la Turquie est également d'imposer son influence dans d'autres domaines comme celui du social et de l'éducation et de participer à la formation de l'État en Libye. Par cette stratégie multisectorielle, la Turquie entend s'imposer comme un acteur dominant en Libye. Cette approche constitue aussi un laboratoire d'expérimentation de la Turquie dans son projet d'investissement en Afrique. Cet aspect de son projet ressort de différents discours publics des acteurs turcs impliqués dans le dossier libyen, tel que celui de Murtaza Karanfil qui invite les deux pays à signer de nouveaux accords de coopération allant dans ce sens :

Des travaux tels que les pratiques dans les domaines éducatifs et sociaux, le partage d'expérience dans l'enseignement professionnel et technique et la conduite d'activités de recherche conjointes entre les deux pays sont nouveaux et importants. Faire en sorte que les générations futures aient la possibilité de vivre dans la prospérité sera une étape qui pérennisera davantage nos relations profondément enracinées entre notre pays et la Libye, qui existent depuis la période ottomane¹.

Ainsi, la Turquie cherche à atteindre tous les secteurs de la société libyenne pour aussi créer un terreau favorable à sa présence.

Comme nous l'avons vu, la décision d'envoyer des troupes sur le sol libyen ne fait pas consensus dans la société turque. Il est communément admis dans une partie de la société qu'il faut défendre la patrie, protéger le territoire, mais la défense de la Patrie bleue, par le déploiement de soldats dans des territoires lointains, n'est pas totalement acceptée. Les partis de l'opposition

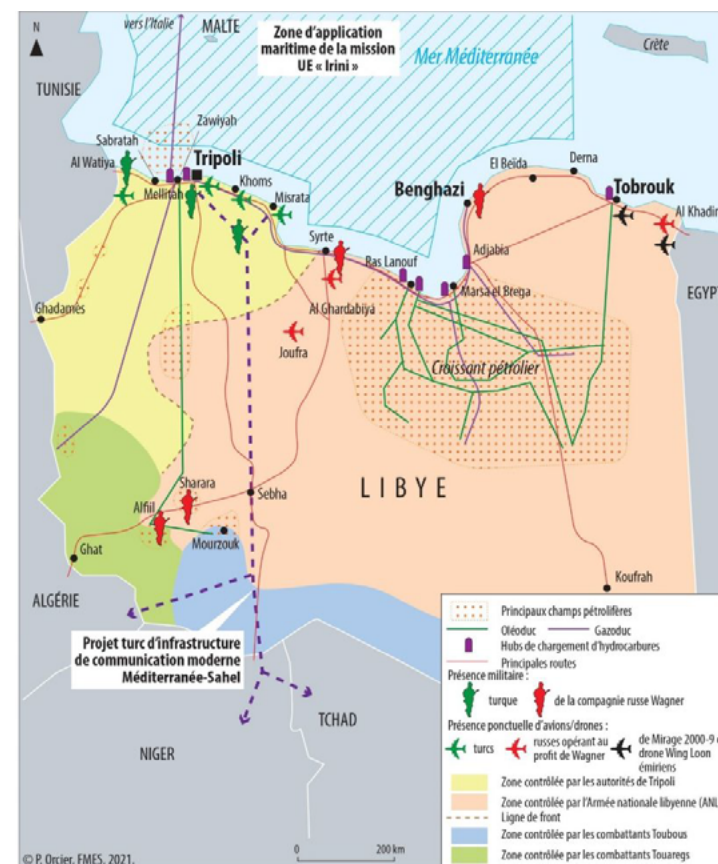
1. Mehmet Kadir Kılınc, « Karanfil Group Yönetim Kurulu Başkanı Murtaza Karanfil: Libya odaklı Afrika açılımı geliştirmeliyiz » [Murtaza Karanfil, président du conseil d'administration du groupe Karanfil : Nous devons développer une initiative africaine centrée sur la Libye], Anadolu Agence, 12 août 2022.

(CHP, HDP, Saadet Partisi) ont bien refusé de signer la résolution permettant le déploiement des soldats turcs en Libye.

Les prochaines élections de juin 2023 seront une étape importante pour savoir si cette tendance à la militarisation de la politique étrangère de la Turquie va pouvoir se poursuivre. Effectivement, avec la personnalisation du pouvoir politique par le président Recep Tayyip Erdoğan et les liens qu'il a noués en Libye, la Turquie cherchera à renforcer sa position indépendamment de qui sera au pouvoir en Libye (Abdulhamid Dbeibah ou Fathi Bachagha). Du côté de l'opposition turque, un protocole d'entente entre six dirigeants de partis d'opposition (CHP, DEVA Partisi, Demokrat Partisi, Gelecek Partisi, İyi Partisi et Saadet Partisi) a été signé pour promouvoir le retour à un système parlementaire renforcé en cas de victoire aux prochaines élections. Si cette alliance d'opposition se montre favorable au renforcement de l'industrie de la défense et de la capacité dissuasive des forces armées, elle a exprimé son opposition à une politique étrangère aussi militarisée que celle d'Erdoğan, refusant « de faire de notre politique étrangère et de nos relations extérieures une matière de politique intérieure ». Certains d'entre eux ont d'ailleurs refusé l'envoi de troupes en Libye par Erdoğan (CHP, İyi Partisi et Saadet Partisi), ce qui ne signifie pas qu'ils sont pour un retrait complet de la Turquie en Libye.

ANNEXE

La Libye, dix ans après la révolution de 2011



Source : Carte sur les présences militaires en 2021, <https://fmes-france.org/la-turquie-en-libye/>.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON Lisa, « Qadhafi's Legacy: An Evaluation of A Political Experiment », dans Dirk Vandevalle (dir.), *Qadhafi's Libya 1969-1994*, New York, St Martin's Press, 1995, p. 223-237.
- ANDERSON Lisa, *The State and Social Transformation in Tunisia and Libya: 1820-1980*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- BENSAÂD Ali, « Luttés de pouvoir, réseaux transnationaux et reconfigurations territoriales dans le Fezzan, Libye », *Maghreb – Machrek*, 240, 2019, p. 121-138.
- BENSAÂD Ali, « Libye, anatomie d'un chaos », *Hérodote*, 182, 2021, p. 7-32.
- BERGER Chloé, « Repenser la gouvernance sécuritaire en Libye : contraintes et opportunités », *Confluences Méditerranée*, 118, 2021, p. 105-118.
- BLANC Théo, COLLOMBIER Virginie, « Les salafistes libyens après la révolution », *Confluences Méditerranée*, 118, 2021, p. 119-132.
- BULUT Mevlüt, BULUT Seher, « Türkiye ve Libya Arasında Deniz Yetki Alanlarının Sınırlandırılmasına İlişkin Mutabakat Muhtrası: Anlaşmanın Türkiye-İsrail İlişkilerinin Geleceğine Muhtemel Etkileri », *Bilge Strateji*, 12, 2021, p. 25-52.
- DAVIS John, *Libyan Politics. Tribe and Revolution*, Berkeley, University of California Press, 1987.
- DELANOË Igor, HEDJAZI Nour, « La Libye : une crise à la croisée des ambitions globale et régionale de la Russie », *Hérodote*, 182, 2021, p. 129-147.
- DEVIN Guillaume, « II. La définition de la puissance », dans Guillaume Devin (dir.), *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, « Repères », 2018, p. 29-36.
- DROZ-VINCENT Philippe, « La Libye toujours en prise avec les interventions : de l'intervention internationale de 2011 à l'escalade et la multiplicité d'interventionnismes extérieurs », *Hérodote*, 182, 2021, p. 109-127.
- GIBLIN Béatrice, « Éditorial. Libye, géopolitique d'un chaos », *Hérodote*, 182, 2021, p. 3-5.
- HARCHAOUI Jalel, « Security Sector Reform in Libya: Avoiding the Risks of Politicisation », dans Andrea Cellino et Annalisa Perteghella (dir.), *Conflicts, Pandemics and Peacebuilding. New Perspectives on Security Sector Reform in the MENA Region*, Ledizioni LediPublishing, 2020, p. 44-64.
- HADDAD Saïd, « Dynamiques et limites d'une restauration militaire autoritaire », *Hérodote*, 182, 2021, p. 33-48.

- KAYA Sömbül, « De la politique à la guerre, le retour en grâce de l'armée turque après la tentative du coup d'État de juillet 2016 », *Annuaire français des relations internationales*, XXIII^e vol., juin 2022, p. 255-270.
- KHOURY Philip S., KOSTINER Joseph, *Tribes and State Formation in the Middle East*, Berkeley, University of California Press, 1990.
- LAZIB Mohamed-Essaïd, « Construction inachevée d'une monopolisation de pouvoir, l'ascension de Khalifa Haftar en Libye », *Hérodote*, 182, 2021, p. 63-74.
- MARCOU Jean, « Du conflit syrien au conflit libyen : le positionnement complexe de la Turquie au Proche-Orient et en Méditerranée orientale », *Diplomatie*, 103, 2020, p. 72-77.
- MIKAÏL Barah, « Libye, une faillite révolutionnaire ? », *Confluences Méditerranée*, 118, 2021, p. 9-13.
- MOURAD Hicham, « Égypte : affaiblir les islamistes en Libye », *Confluences Méditerranée*, 118, 2021, p. 65-76.
- POLJAREVIC Emin, « The Failure of the Libyan Political Transition and the Descent into Civil War », dans Donatella Della Porta *et al.* (dir.), *Social Movements and Civil War*, Londres, Routledge, 2018, p. 77-103.
- RAMANI Samuel, « Turkey's Evolving Strategy in Libya: A Winning Gambit for Erdoğan? », *Confluences Méditerranée*, 118, 2021, p. 49-64.
- SENI Nora, « La Turquie en Libye à l'ère Biden », *Hérodote*, 182, 2021, p. 149-162.
- SOUILAH Mouloud, « Khalifa Haftar : économie de guerre et militarisation du jeu politique », *Confluences Méditerranée*, 118, 2021, p. 133-146.
- VANDEWALLE Dirk, *A History of Modern Libya*, Cambridge, Cambridge University Press, 2^e éd., 2012.
- YAYCI Cihat, « Dogu Akdeniz'de Deniz Yetki Alanlarının Sinirlendirilmasinda Libya'nin Rolü ve Etkisi », *Güvenlik Stratejileri*, 7 (14), 2011, p. 17-41.
- YÜKSEL Cüneyt, BARAN Deniz, « Uluslararası Hukukta Doğu Akdeniz Krizi ve Türkiye ile Libya Arasındaki Deniz Yetki Alanlarını Sinirlendirme Mutabakatının Değerlendirilmesi », *Public and Private International Law Bulletin*, 40, 2020, p. 519-556.

LA STRATÉGIE MULTISECTORIELLE TURQUE EN LIBYE

PORTE D'ENTRÉE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE
ET EN AFRIQUE

Sümbül Kaya

En proie à des crises permanentes depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, et avec sa situation sécuritaire et politique extrêmement fragile, la Libye devient un champ de luttes de pouvoir et d'influence de différents acteurs non seulement nationaux, mais aussi étrangers. La Turquie n'est pas en reste, et adopte pour cela une stratégie d'investissements diversifiés, essentiellement dans les secteurs militaire, économique, politique, social et éducatif qui vise à faire d'Ankara, une fois le conflit réglé, un acteur dominant. Parallèlement à ses investissements, la Turquie possède une vision précise d'un projet de *state-building* au service d'une économie prospère qu'il convient de détailler. Quelles sont sur le terrain les modalités d'action de la Turquie dans sa quête d'hégémonie en Libye ? Comment se positionne-t-elle dans la recomposition des forces en Libye ?

ÉTUDE – n° 100